

**LE GOUVERNEMENT SANCTIONNÉ,  
L'UMP ET LE FN EN PROFITENT**

***c'est dans  
la rue que ça  
se passe !***



## **Dossier**

**Loi Touraine: les  
vrais enjeux pour  
notre santé** Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

«Qu'est-ce qu'on veut? Des  
logements! Pour qui? Pour tous!»  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

Tunisie: après l'horreur,  
les grandes manœuvres  
Page 2



## **ACTU INTERNATIONALE**

Israël: après les élections,  
un premier bilan  
Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Médias: entretien avec  
Vincent Goulet  
Page 12



édito

Par JEAN-MARC BOURQUIN

«Qu'est-ce qu'on veut? Des logements! Pour qui? Pour tous!»

**L'**union nationale aidant, le Premier ministre, après le développement de sa politique sécuritaire, a poussé l'offensive le 22 janvier en annonçant «une politique de peuplement pour lutter contre la ghettoïsation, la ségrégation». Pour le coup, on ne peut pas lui reprocher d'avoir jonglé avec la langue de bois. Avec lui, c'est carré: outre la tonalité coloniale du propos, il faut comprendre qu'il n'y a pas de politique de peuplement sans déplacement de population. Et de façon autoritaire. Les mesures tombent: accélération des programmes de démolitions des logements sociaux bon marché et reconstruction le plus souvent possible hors des quartiers sensibles; interdiction du relogement des prioritaires (DALO) les plus pauvres dans les quartiers populaires; fixation des loyers en fonction des revenus du locataire histoire de trier les demandeurs, pour ne citer que les plus marquantes...

Les médias nous ont amusés, s'interrogeant par exemple sur la capacité du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris ou des villes riches du 92 à recevoir, au nom de la mixité sociale, des logements sociaux avec des locataires à faibles revenus... Comme si c'était cela, l'objectif de cette politique, et non pas la déstructuration du tissu social des villes populaires, la «rénovation» des centres-villes et la «requalification» de leur population. Bref, la tentative de disperser les pauvres pour faire disparaître du paysage les classes sociales auxquelles ce gouvernement a depuis bien longtemps renoncé à s'adresser.

Ceci dit, plus facile à dire qu'à faire, la crise est passée par là. En effet, 2014 a été une année noire pour la construction de logements, la pire depuis 1997 tant pour les constructions individuelles privées (moins de 300 000) que pour le logement social. En Île-de-France, là où la crise du logement est maximale, à peine 27 584 logements sociaux ont été agréés en 2014, soit une baisse de 9% par rapport à 2013... alors qu'il faudrait en construire 70 000 par an pour répondre à la demande de logement des franciliens. C'est aussi sans compter avec la capacité de résistance des locataires eux-mêmes aux attaques contre le logement social HLM pour le démanteler. Autant de bonnes raisons de manifester samedi 28 mars à l'occasion de la fin de la trêve hivernale et de la reprise des expulsions locatives.

À la Une

## Le gouvernement sanctionné, l'UMP et le FN en profitent

Les résultats du premier tour des élections départementales confirment et approfondissent les rapports de forces électoraux des derniers scrutins. Sur fond de forte abstention, la droite sort victorieuse de ce premier tour, suivi par le Front national qui s'installe durablement et nationalement. Sans surprise, le Parti socialiste est une nouvelle fois sanctionné.

**D**imanche soir, à écouter les commentateurs en tout genre et les principaux ténors du PS, Manuel Valls en tête, tout irait bien. L'abstention n'est plus un problème puisqu'elle ne concerne désormais qu'un électeur sur deux! On se félicite en fumant un cigare que le FN ne soit plus le premier parti (comme cela était le cas aux élections européennes), mais seulement le deuxième, et on utilise la méthode Coué pour démontrer que le PS résiste bien. Bref, tout est fait pour relativiser la rupture entre la majorité de la population et les partis institutionnels, ainsi que la raclée électorale monumentale du PS lors de ce premier tour, et qui va sans nul doute s'amplifier dimanche.

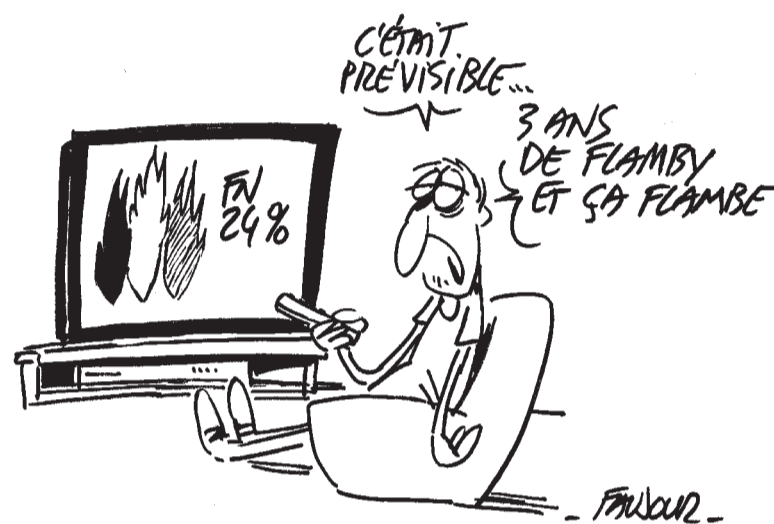
### Nouvelle baffe pour le PS

Valls est un grand communicant, et même quand son parti est en mauvaise posture, son «talent» lui permet de sauver – un peu – les apparences. Pourtant, les résultats du premier tour de ces élections départementales sont pour le PS très mauvais, n'arrivant qu'en troisième position alors qu'en 2011, il les avait emportées haut la main. Ce dimanche soir, ses candidats ont été éliminés dans plus de 500 cantons dès le 1<sup>er</sup> tour (sur près de 2000 en tout), et il risque au soir du second tour de perdre entre 30 et 40 départements. Face à cet échec, les différents ténors du PS, «frondeurs» ou non, ont tous la même explication: c'est la faute à «la division de la gauche», au Front de gauche et aux écologistes. Comme toujours, ils font la politique de l'autruche. Non, quoiqu'on pense

des petits calculs des uns et des autres, ce n'est pas «la division de la gauche» qui est responsable de cette nouvelle raclée électorale mais la politique soumise au Medef qu'il mène depuis trois ans. C'est bien cette politique qui consiste à favoriser le Medef, détruit les droits sociaux, amplifie le chômage et la précarité qui a été sanctionnée. Et dans ce désastre pour la «gauche», le Front de gauche résiste, même si dans les «bas-tions communistes», il continue son recul et perd dès le 1<sup>er</sup> tour une quarantaine de cantons, ce qui sans aucun doute va ouvrir une nouvelle crise, en particulier au sein du PCF.

### Un paysage bleu horizon... qui tourne au bleu marine

L'UMP et ses alliés centristes sont en tête dans plus de 40% des cantons et ont remporté 110 cantons dès le premier tour: ils redeviennent ainsi la principale force d'opposition au PS. Cette victoire électorale de l'UMP est une véritable consécration pour Sarkozy, de nouveau remis sérieusement en selle pour 2017, avec un discours très ancré à droite et reprenant même des pans entiers du discours du FN. Comme quoi, le Buisson cachait la forêt des réacs de tout poil... Si on ne tient pas compte de tous les tripatouillages – d'État ou médiatique –, l'extrême droite arrive bien en seconde position... ce qui permet ainsi à tous de minimiser son inquiétante percée. Pourtant, son résultat, avec la présence de ses 8 000 candidats, confirme un ancrage sur tout le territoire,



et des perspectives possibles de développement militant dans bien des endroits où elle était jusque-là inexistante. Au soir du premier tour, le FN est en tête dans 343 cantons, obtenant déjà 6 élus.

### Se mobiliser, regrouper

Cette situation traduit la désespérance d'une grande partie du monde du travail et le besoin de répondre à la crise sociale et politique. Sinon s'annonce le retour triomphant de Sarkozy imperator, ou pire la montée en puissance de Marine Le Pen... Jusqu'où? Face à cela, la seule réponse du gouvernement et de la gauche institutionnelle pour battre le FN est le «front républicain», c'est-à-dire de voter UMP quand celle-ci est face au FN. Un piège. Mais face à la possible élection de membres

du FN dans les conseils départementaux, il faut battre l'extrême droite dans les urnes quand un candidat de gauche lui est opposé. Au-delà, pour s'opposer réellement au retour de l'UMP comme à la montée de l'extrême droite, il est indispensable de combattre la politique du gouvernement PS-Medef qui leur ouvre la voie. Les salariés et leurs organisations doivent retrouver le chemin des mobilisations. La journée de grève et de manifestation du 9 avril sera une étape importante dans le bras de fer avec ce gouvernement, en particulier pour défaire la loi Macron. L'enjeu dans les semaines, les mois qui viennent, est de regrouper une opposition populaire unifiant tous les combats contre l'austérité, le chômage et le racisme. Il y a urgence.

Sandra Demarcq

## TUNISIE

# Après l'horreur, les grandes manœuvres

De multiples manœuvres ont lieu en Tunisie pour faire dévier l'horreur suscitée par l'attentat du 18 mars vers la mise en place d'une «union sacrée» entre toutes les composantes de la société. «La situation exige une unité nationale sans faille»...

**S**on premier objectif est de mettre un terme aux mouvements sociaux qui ne cessent de se développer depuis un an. Il faudrait que «les Tunisiens laissent derrière eux toutes les différences, toutes les revendications... pour s'unir, serrer les rangs derrière un ennemi commun».

### La presse aux ordres...

Des articles de presse fustigent «les Tunisiens qui trouvent les moyens de foutre la pagaille au nom de revendications soi-disant légitimes. Il ne s'est pas passé un jour, un seul, depuis quatre ans, sans que nos entreprises,

nos écoles, nos hôpitaux ne soient paralysés par des débrayages intempestifs». «Le moment n'est nullement propice aux grèves, aux surenchères et aux corporatismes étroits et étriqués».

Par la même occasion, des articles de presse se multiplient pour expliquer qu'Ennahdha, qui dispose de près de 10% des postes dans le nouveau gouvernement, aurait changé d'orientation. D'après ceux-ci, le parti islamiste condamnerait désormais les terroristes, qu'il a pourtant soigneusement protégés pendant les deux ans où il était au pouvoir.



Le 20 mars, manifestation contre le terrorisme. DR

D'autres articles n'hésitent pas à appeler à une remise en cause des libertés démocratiques, se référant au Patriot Act américain mis en place après les attentats de 2001, ou encore

à s'appuyer sur des déclarations du Premier ministre britannique qui aurait récemment affirmé: «Quand il y a un danger qui menace le pays, que personne ne me parle des droits de l'homme»...

En ce qui le concerne, l'ancien membre du parti de Ben Ali et actuel Président de la république en profite pour expliquer qu'il faudrait désormais réhabiliter les hommes d'affaires compromis avec le pouvoir de Ben Ali. Essebsi a notamment expliqué que le pays avait «besoin de l'argent de ces hommes d'affaires», car d'après Tunis-hebdo, «leur contribution à l'investissement est crucial, et il faudrait

## BIEN DIT

Ce sont ces gens, lui [Dick Cheney] et le président Bush et d'autres, qui ont inventé Daesh ou l'État islamique. Je veux dire, qu'ils sont vraiment ceux qui l'ont créé, et donc je voulais lancer un cri. Merci pour cela...

L'acteur réalisateur SEAN PENN, mercredi 18 mars dans l'émission de télévision américaine Late Night With Conan O'Brien, accusant l'ancien vice-président Dick Cheney et l'ancien président George W. Bush d'avoir conçu les politiques qui ont conduit au développement de ces groupes

# Un monde à changer

**GRÈCE : ON FABRIQUE, ON VEND, ON SE PAIE.** Une des formes de la résistance du peuple grec aux politiques imposées par la troïka a été le développement des initiatives sociales pour prendre en charge des centres médicaux, des banques alimentaires, des banques de médicaments, etc. Et dans l'agriculture, on a vu la remise en route de circuits courts entre producteurs et consommateurs. De façon beaucoup plus limitée, le secteur industriel est lui aussi touché par le phénomène. Les 23 ouvriers de l'usine VIO.ME., située à Thessalonique, se sont constitués en coopérative en 2013 en rachetant une partie du matériel de l'ex-usine de construction et en s'orientant vers la création de produits nettoyants naturels à base de savon et de vinaigre. Cela fait deux ans qu'ils produisent et commercialisent ces produits de nettoyage écologique dans l'usine occupée,

ce qui leur garantit un revenu modeste pour leur famille. Ils prennent les décisions collectivement en assemblée. Les anciens propriétaires de l'usine l'ont abandonné il y a quatre ans, s'appropriant tous les bénéfices et laissant derrière eux une dette de cent millions d'euros. Depuis, ils n'ont jamais cessé leurs tentatives de nuire à leurs anciens salariés. Aujourd'hui, ils conspirent avec les syndicats et le système judiciaire afin de liquider l'entreprise. Un nouveau jugement doit statuer sur la demande des administrateurs de liquider la machinerie et les installations. Quelle que soit la décision du tribunal, les travailleurs de VIO.ME. et ceux qui les soutiennent ont affirmé leur détermination à poursuivre et à défendre ce qu'ils ont entrepris.

<http://www.viome.org/p/francais.html>

PODEMOS

# Un petit pas en avant

«Après ces élections, tous les partis crient victoire, mais pas nous. Nous avons eu 15 sièges au Parlement régional, mais nous n'avons pas atteint notre objectif parce que demain, il y aura encore les 40 expulsions locatives journalières, un million de chômeurs andalous et un million d'enfants y vivant sous le seuil de la pauvreté...»

«**N**otre but est de gagner la majorité politique pour gouverner en faveur du peuple et avec le peuple comme sujet actif de son gouvernement. Tant que nous ne l'aurons pas fait, nous ne pouvons parler de victoire». Lorsque Teresa Rodríguez a pris connaissance dimanche 22 mars des résultats des élections régionales d'Andalousie dont elle était tête de liste pour Podemos, c'est par ces mots qu'elle a à la fois fait le bilan de sa campagne et rappelé le projet politique.

Ex-eurodéputée, syndicaliste et militante anticapitaliste, la tête de liste de Podemos en Andalousie n'a pas eu de complaisance avec l'importante progression électorale d'une force née récemment, sans moyens financiers, sans structure organisationnelle ni expérience institutionnelle. Teresa ne crie pas victoire parce que le PSOE conserve ses 47 sièges, même s'il a perdu 250 000 voix par rapport au scrutin de 2012. Le PP (droite) s'effondre en cédant presque 200 000 voix au PS (seuil historique en Andalousie),



Pablo Iglesias et Teresa Rodríguez en fin de meeting à Séville. DR

mais avec ses 33 députés, il n'a pas été dépassé par Podemos. Et s'est créée une force de droite «de rechange», Ciudadanos (Citoyens) qui, avec 368 000 voix prises au PP, a obtenu 9 sièges. Cependant, il faut mesurer l'importance portée du résultat de Podemos. À ce premier rendez-vous électoral après sa naissance aux dernières Européennes, il a obtenu 590 000 voix, soit 14,84% du total des voix d'Andalousie, 300 000 de plus que lors de son premier essai l'an dernier : une progression de 300% en un an ! Les voix de Podemos ont plusieurs

origines : des anciens électeurs socialistes (environ 200 000), d'anciens électeurs de Izquierda Unida (IU, PC, 200 000 de plus), des Verts de Equo (presque 20 000), le reste étant issu de la gauche radicale et d'abstentionnistes de gauche.

### Soif populaire de changement

Podemos a réussi la plus vaste mobilisation populaire de toute la campagne, avec plus de 200 meetings et réunions publiques, en particulier le dernier au vélodrome de Dos Hermanas (Séville) qui a rassemblé 16 500 personnes,

6 500 de plus que l'ensemble des présents aux meetings organisés en même temps par le PSOE, le PP, IU et Citoyens ! L'espoir insufflé et l'organisation des militantEs des Cercles, l'organisation de base de Podemos, sont le principal acquis politique. L'offensive de la droite et des médias contre Podemos, faite de calomnies, mensonges et censure dans les moyens d'information, a été un premier indicateur de la bataille qui va avoir lieu lors de prochaines élections, le 25 mai dans d'autres régions et aux municipales, et des élections générales de fin d'année. Les puissances économiques autour des grandes entreprises de l'Ibex 35 (indice boursier) se sont donné trois objectifs : arrêter la progression de Podemos, préparer un recyclage des voix mécontentes du PP en soutenant Citoyens, et faire pression pour un gouvernement de grande coalition entre le PP et le PSOE.

Mais les élections en Andalousie ont montré qu'il est difficile d'arrêter le désir de changement d'une large partie des classes travailleuses qui ne se résignent pas, qui ont abandonné de vieilles fidélités, et comptent sur Podemos comme outil de lutte électorale. Le changement a commencé dans l'État espagnol, en Andalousie. Une bonne illustration en est que Teresa Rodríguez, publiquement connue comme militante trotskiste d'Anticapitalistas, a été la candidate qui a eu le plus de voix dans sa ville, Cadix, gouvernée depuis 30 ans par le PP.

**De Séville, Manuel Garí**  
(Traduction Monica Casanova)

## Le chiffre 1,2 milliard

C'est en euros le coût de la construction du nouveau siège de la Banque centrale européenne à Francfort (+ 40 % par rapport au devis initial). La BCE a été inaugurée le mercredi 18 mars... sous haute protection policière face à des milliers de manifestantEs.

(<http://www.npa2009.org/actualite/allemande-blockupy-francfort-reprend-leur-fete-en-main>)



## Agenda

### Jeudi 26 mars, réunion débat du NPA sur le Moyen-Orient, Le Havre.

Avec Julien Salingue, à 18h salle Cassin, rue Anatole-France.

### Vendredi 27 mars, réunion débat du NPA, Alençon.

Inauguration du nouveau local du NPA avec Olivier Besancenot, à 18h30 à l'espace Pyramide.

### Jeudi 2 avril, réunion débat du NPA, Gennevilliers.

«Gouvernement et Medef sont à l'offensive, organisons la riposte». À 19h, à la Bourse du travail, rue Lamartine, M° Agnettes.

### Samedi 4 avril, réunion débat du NPA, Annecy.

Avec Philippe Poutou, à partir de 16h30, salle Denviollet, rue Louis-Armand-Novel.

### Mardi 7 avril, meeting unitaire

«Non à la loi Macron, non aux politiques d'austérité», Paris.

À l'appel du collectif 3A, à 19h Gymnase Japy, 2 rue Japy, M° Voltaire ou Charonne.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

Ce parti [ le FN ] – qui a le même programme économique que l'extrême gauche, qui s'est félicité de l'élection du gouvernement grec d'extrême gauche –, n'apportera aucune réponse aux difficultés des Français.

Nicolas Sarkozy, lors de son allocution au soir du 1<sup>er</sup> tour des départementales dimanche 22 mars

lever toutes sortes d'interdictions et de contraintes dont ils font l'objet afin qu'ils redeviennent des acteurs de premier ordre dans l'économie...»

### Tentative ratée d'instrumentalisation du FSM

Dans les heures qui ont suivi l'attentat, le pouvoir a voulu rencontrer le comité d'organisation du Forum social mondial qui se déroule du 24 au 28 mars à Tunis. La réponse de ce comité, composé de militantEs associatifs et syndicaux, ne s'est pas fait attendre : il a immédiatement refusé de se rendre au rendez-vous proposé par le pouvoir et a réaffirmé son refus de co-organiser quoi que ce soit avec lui.

Dès le lendemain, le comité a également décidé unilatéralement de changer le parcours de la manifestation d'ouverture du FSM qui a eu lieu mardi 24 mars pour que celle-ci se termine au Bardo. Le mot

d'ordre en a été modifié et s'intitule maintenant : « Les peuples du monde contre le terrorisme, pour la justice sociale, la liberté et la paix », ce qui inclut le terrorisme d'État comme cela a été explicitement précisé lors de la conférence du lundi 23. Et la manifestation de clôture du samedi 28 mars se fera dans le même cadre.

### Le pouvoir sort une deuxième carte

Sa première tentative ayant échoué concernant les manifestations des 24 et 28 mars, le pouvoir a annoncé dimanche 22 mars qu'il organisera une troisième manifestation le 29 mars. Celle-ci aurait lieu en présence des présidents de la République, du gouvernement et de l'Assemblée. Sur le modèle de la manifestation du 11 janvier à Paris, des chefs d'État étrangers seraient également conviés. À l'heure où ses lignes sont écrites, les organisations associatives,



La Tunisie sous surveillance. DR

syndicales et politiques débattent en leur sein sur la façon dont elles répondront à l'invitation qui leur est faite par le pouvoir de participer à cette initiative. Dans les secteurs

les plus militants, la perspective de se retrouver derrière néolibéraux, islamistes ou «modernistes», suscite une franche hostilité.

**De Tunis, Dominique Lerouge**

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

ZYED ET BOUNA

## La police une nouvelle fois «innocentée» ?



À Rennes pendant le procès... DR

Le 27 octobre 2005, deux adolescents de Bobigny, rentrant chez eux après un entraînement de football, mouraient tragiquement, électrocutés dans un transformateur d'EDF cerné par la police.

Une première fois relaxés par le tribunal de Bobigny, et suite à la cassation annulant la décision, deux des policiers directement mis en cause se retrouvaient de nouveau sur le banc des accusés devant le tribunal correctionnel de Rennes chargé de réexaminer un dossier particulièrement sensible.

Depuis 10 ans, les familles de Zyed Benna et Bouna Traoré attendent avec calme et retenue un geste, une parole de l'État, qui reconnaisse sa responsabilité dans la tragédie qui les accable. Le procès de Rennes n'en aura pas été l'occasion. Pas un seul regard en direction des familles de la part des deux policiers, aucune trace de compassion dans les plaidoiries de la défense ou celle du représentant du parquet. Ce déni de justice, ou de simple humanité, aura été une constance depuis le premier jour du drame. À commencer par les mensonges d'État proférés à l'époque par Sarkozy et Villepin qui avaient immédiatement affirmé que «les fuyards avaient tenté de cambrioler un chantier et qu'ils n'étaient pas poursuivis par les forces de l'ordre». Et pour que les choses soient bien claires, dans une intervention préliminaire, le président du tribunal correctionnel de Rennes précisait que «ce procès n'est pas celui de la police, ni celui des émeutes de 2005». La messe était dite, et le reste des débats ne pouvait avoir pour objet que l'accusation de non-assistance en personne en danger, seul chef d'accusation visant les deux policiers poursuivis. Rien sur la responsabilité collective de la hiérarchie policière, rien sur le contexte général et l'antagonisme entre la police et la jeunesse qui allait pendant près de deux mois mettre en rébellion partout en France les quartiers populaires, et amener le pouvoir à établir un couvre-feu scélérate de 45 jours.

### Pas de justice, pas de paix!

Bien que décontextualisé et réduit à la mise en cause de deux fonctionnaires, ce procès aurait dû clairement établir la responsabilité des policiers. À elle seule, la phrase du policier Sébastien Gaillémis – «S'ils rentrent sur le site, je ne donne pas cher de leur peau» – est une preuve que la police a laissé sciemment mourir les deux adolescents. Les réquisitions du parquet réclamant une nouvelle fois un non-lieu, et la plaidoirie de l'avocat Billaud, agent tutélaire de l'État «saluant les policiers pour leur courage, et leur affirmant combien la République serait démunie sans sa police» ne laissent présager rien de positif à l'issue de ce dernier procès, dont le délibéré sera rendu le 18 mai.

Le pouvoir ferait une lourde erreur en pensant qu'il suffit que le temps passe pour évacuer de la mémoire populaire des événements aussi importants que la mort de Zyed et Bouna, et les deux mois d'insurrection qui suivirent. Depuis 10 ans, l'antagonisme entre les flics et la jeunesse des quartiers populaires n'a fait que grandir, alimenté par une longue série de crimes et de brutalités policières, par une chasse systématique au faciès et une islamophobie galopante. Les raisons qui avaient poussé la jeunesse dans la rue il y a dix ans sont plus que jamais d'actualité. Le verdict qui sera prononcé le 18 mai à Rennes, s'il confirmait le non-lieu, sera interprété comme un véritable permis de tuer pour la police! Dans la continuité de la mobilisation de la journée antiraciste et antifasciste du 21 mars, les militantEs du NPA engagés dans les collectifs antiracistes et contre les violences policières veilleront à ce que la riposte s'organise.

Alain Pojolat

FRONT NATIONAL

# Une menace qui se renforce

« Bien sûr, le FN est le premier parti de France », affirme, péremptoire, Florian Philippot ironisant sur les listes hétéroclites de la droite. « Je veux bien que l'on ajoute des choux et des carottes : UDI, divers droite... Mais les partis traditionnels enregistrent des reculs terribles malgré des implantations locales »...

Un nouveau coup de bluff pour masquer que Marine Le Pen n'a pas atteint son objectif. Mais il n'en reste pas moins que la menace bleu marine continue de gagner du terrain.

### Une dynamique renforcée ?

Valls bluffe tout autant pour s'attribuer le mérite... que l'UMP soit devant le FN! Quel lot de consolation pour un Premier ministre dont la campagne, paniquée comme toute sa politique, n'a fait qu'aider le FN. « Chef de campagne, meneur d'un clan même, Manuel Valls doit maintenant écouter le message des urnes et avoir la décence de présenter sa démission au président de la République », rétorque Marine Le Pen qui vante « l'exploit » de son parti.

25% des voix, c'est « la confirmation », dit-elle, « de la fin d'un Front national capable de faire de bons scores aux élections nationales et qui avait du mal aux élections locales. C'est terminé. L'implantation locale des municipales a permis les résultats de ce soir. Et les résultats de ce soir feront ceux des régionales. » Qui elles-mêmes... Marine Le Pen poursuit sa stratégie, créer une dynamique pour bluffer et subjugué l'électeur désorienté



Marine Le Pen fanfaronne... DR

sans autres perspectives, et rendre crédible l'idée de Marine Le Pen première en 2017.

Le FN présentait 7 648 candidats dans 1912 cantons, soit la quasi-totalité, alors que même la droite n'était présente que dans 78% d'entre eux. Une volonté politique, une bonne affaire financière aussi grâce au remboursement des frais électoraux par l'État.

Au soir du 1<sup>er</sup> tour, le FN compte 4 binômes élus : Fréjus (Var), Le Pontet (Vaucluse), Eurville-Bienville (Haute-Marne) et Vic-sur-Aisne (Aisne). Il arrive en tête dans 43 des

98 départements, entre autres la Meuse, l'Aube, la Moselle, le Bas-Rhin, en Haute-Marne, les Ardennes, la Haute-Saône, le Doubs, l'Ardèche, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, les Pyrénées-Orientales, l'Aude, le Lot, le Lot-et-Garonne, la Vienne, la Sarthe, le Loir-et-Cher. Dans le Vaucluse, il culmine même à 40% des suffrages.

### UMP-FN : le bras de fer continue...

Et pour alimenter la dynamique, Philippot se réjouit par avance du deuxième tour : « L'UMP sera noyée

dans son "ni, ni", le PS dans ses tambouilles. Nous on parlera de fond, on parlera de la survie des départements, de l'austérité qui va frapper les politiques familiales, de l'interdiction du voile dans les crèches ». Il retourne en sa faveur le jeu politicien de Valls et Sarkozy, l'un se drapant dans la morale pour appeler au front républicain alors que l'autre n'a qu'un souci : mettre un cordon sanitaire entre l'UMP et le FN. « Aucun accord avec Mme Le Pen, ni local, ni départemental, ni régional, ni national », proclame-t-il, tout en l'accusant, sans rire, d'avoir un programme économique d'extrême gauche ! Sarkozy, c'est Le Pen sans la démagogie sociale.

Valls accrédite la dénonciation UMP faite par le FN, et Sarkozy se fait le meilleur défenseur des préjugés réactionnaires flattés par le FN, les banalise et les justifie. Les deux nourrissent la dynamique bleu marine, et le FN peut se frotter les mains. Après le deuxième tour, ce sera l'élection des présidents de département. Dans le Vaucluse, le Var, le Nord, le Pas-de-Calais, l'Oise et l'Aisne et d'autres départements, le FN aura les moyens « de foutre la merde au troisième tour, lorsqu'il faudra constituer des majorités. Si on peut exploser l'UMP à ce moment, on le fera », dit un dirigeant du FN...

On le voit clairement, seules l'intervention directe des travailleurs, des jeunes et de la population pourra enrayer cette dangereuse logique.

Yvan Lemaître

MANIFESTATIONS ANTIRACISTES

## Après le 21 mars, on continue!

« Parce que les politiques racistes et sécuritaires du gouvernement et des principaux partis continuent. Parce que cela crée le terrain sur lequel prospèrent les haines et le Front National. Après le 21 mars, on continue! » C'est ainsi que finit l'appel à une assemblée publique le samedi 4 avril, appel distribué lors de la manifestation du 21 mars à Paris.

Si il en était besoin, les scores du FN au lendemain de ces manifestations et la tonalité des discours tenus par Valls et Sarkozy ont confirmé cette nécessité... Suite aux attentats de janvier, les principaux responsables politiques, les intellectuels dominants et les médias avaient communié, dans l'union nationale et les incantations hypocrites au rejet du racisme. Aucun d'eux n'a relayé – quand ils ne les ont pas condamnées – les manifestations contre le racisme de ce 21 mars. À Calais et Saint-Affrique, ces manifestations étaient même interdites par les maires ! À Toulouse, la préfecture a interdit le centre-ville et mobilisé des centaines de policiers de toute la région contre les manifestantEs.

Il ne faut pas s'en étonner : ces manifestations exigeaient des solutions concrètes qui, de Valls à Sarkozy en passant par Le Pen, vont à l'opposé des politiques prônées par tous les partis dominants : la régularisation de tous les sans-papiers, la fin des contrôles au faciès, le retrait des lois dirigées contre les musulmanEs et



La tête de la manifestation parisienne. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

des lois sécuritaires, l'arrêt des démantèlements de camps de Roms... Parce que l'égalité ne se divise pas, parce que là où des discriminations existent, il ne peut pas y avoir de vivre ensemble, ces manifestations doivent marquer le début d'une véritable réponse à la dégradation sociale et politique actuelle.

### Dans plus de 20 villes

Malgré la situation, des manifestations ont eu lieu, en plus de Paris, dans 20 villes du pays derrière la

même exigence : « Ensemble contre tous les racismes et le fascisme, l'égalité ou rien ! » Ce sont plus de 10 000 manifestantEs qui ont pris la rue, dont la moitié à Paris. Il faut voir les photos de ces manifestations sur la page facebook (antiracisme-21mars), pour avoir une idée de la diversité des villes et des cortèges manifestant ensemble.

À Calais, ville symbole du racisme d'État et des politiques sécuritaires, une centaine de manifestantEs ont même bravé l'interdiction de

manifeste. Et en manifestant contre le racisme et le fascisme, une solidarité internationale s'est exprimée avec ceux et celles qui manifestaient pour les mêmes raisons en Europe, d'Athènes à Londres, de Berlin à Barcelone...

Disons-le clairement, cette réponse n'est pas encore à la hauteur du défi. Inverser la dynamique mortifère actuelle passera par la (re) construction d'un rapport de forces et d'une audience pour les revendications d'égalité des droits et d'égalité sociale, dans les quartiers, les villes, les écoles et facs, et sur les lieux de travail. Et cela passera par la capacité à coordonner ces revendications à un niveau global. C'est bien en cela que les manifestations du 21 mars sont un début. Elles ont permis de regrouper sur un même appel des comités locaux et des associations nationales, des associations de travailleurs immigrés et l'Union juive française pour la paix, des collectifs de sans-papiers, des mamans en lutte contre l'islamophobie, des jeunes mineurs à la rue, des sections syndicales de Solidaires et de la CGT, des collectifs contre les violences policières et des collectifs antifascistes.

Alors, après le 21 mars, on continue!

Denis Godard

Assemblée publique samedi 4 avril à 15 h, bourse du travail de Saint-Denis (métro Porte de Paris).

# ISRAËL Après les élections, un premier bilan

Dix jours avant le scrutin, les sondages et les journalistes enterraient Benjamin Netanyahu et sacraient déjà le chef des travaillistes, Yitzhak Herzog, nouveau Premier ministre...

Netanyahu lui-même faisaient grise mine et refusaient de parler en public. C'est à ce moment-là que celui qu'on appelle « le magicien » s'est repris en main et a décidé de tout faire pour ne pas laisser le pays aux mains « des gauchistes et des Arabes »...

## La stratégie de la peur

Netanyahu sort alors de sa poche ce qui a toujours été son arme favorite : manipuler la peur. Peur des Arabes, peur de l'Iran et de la menace nucléaire, peur des Romains, des Croisés et des Nazis, peur du monde entier et de son antisémitisme éternel... « C'est moi ou la shoah » dit en substance le chef du Likoud pour galvaniser ses troupes. Et en Israël la peur paie. Il joue le tout pour le tout, et le jour du scrutin ne craint pas d'appeler les gens à aller voter pour le Likoud, car, dit-il, « sait de source sûre que les Arabes se mobilisent en masse pour faire gagner la gauche qui elle est prête à renoncer à Jérusalem. »

Les derniers jours de la campagne, Netanyahu n'a pas hésité à sacrifier ses alliés les plus proches en appelant les supporters de « la Maison Juive » et d'« Israël est notre maison » à voter pour lui, car seul le Likoud pouvait empêcher la gauche et les Arabes de détruire Israël... Dévoiant leurs électeurs pour qu'ils votent contrairement à toutes les prédictions, il a promis qu'il saura être généreux avec eux s'il devient le prochain Premier ministre.

La stratégie de la peur a réussi au-delà même de ce qu'espérait le chef du Likoud. Ce dernier passe de 18



élus à 30, et l'ensemble de la droite a la majorité absolue : 67 élus sur les 120 que compte le Parlement israélien. Les Travaillistes ne s'en sortent pas trop mal, et avec la gauche sioniste du Meretz, obtiennent 29 députés. La majorité absolue obtenue par la droite nous fait éviter le pire : un gouvernement d'union nationale. Un peu malgré eux, les Travaillistes seront dans l'opposition... pour un certain temps en tout cas.

À la tête d'un gouvernement 100% à droite, Netanyahu va pouvoir poursuivre et accentuer sa politique de colonisation, son refus de négocier (« Un gouvernement du Likoud ne rétrocedera pas un centimètre de territoire » a-t-il annoncé deux jours avant le scrutin), ainsi que la législation de nouvelles lois liberticides. Vingt-quatre heures après la victoire écrasante de la droite, un ancien et futur ministre du Likoud annonçait qu'enfin le gouvernement allait pouvoir s'en prendre à

la Cour suprême (trop libérale), aux médias (gauchistes, évidemment) et... aux « infiltrés », c'est-à-dire aux travailleurs immigrés et aux réfugiés d'Érythrée et du Soudan.

## L'isolement international

Deux facteurs vont rapidement effacer le sourire qui depuis quelques jours semble imprimé sur la face de Netanyahu. Le premier est d'ordre domestique : au sein du gouvernement se confrontent deux programmes socio-économiques opposés, le néolibéralisme extrême de Netanyahu et d'une partie des élus du Likoud, et les promesses sociales de Moshe Kahlon, qui tout au long de sa campagne, a promis de prendre à bras le corps les problèmes sociaux – en particulier ceux liés au logement – qui s'aggravent avec la crise économique qui se profile. Le second problème est d'ordre plus stratégique et touche à l'isolement grandissant de l'État juif sur la scène

internationale. Les chancelleries européennes et la Maison Blanche avaient misé sur la chute de Netanyahu dont l'intransigeance politique heurtait leurs objectifs dans la région. Juste avant les élections, ce dernier n'avait pas hésité à attaquer Barack Obama et sa politique iranienne jusque devant le Congrès, et pendant la campagne électorale, avait même annoncé solennellement son retrait de l'engagement, soutenu il y a quelques années par l'administration étatsunienne, à œuvrer pour « la solution de deux États » (le discours de Bar Ilan). Il ne fait aucun doute qu'avec un gouvernement entièrement orienté à droite, le fossé avec la communauté internationale va s'approfondir : la Maison Blanche vient d'ailleurs d'annoncer qu'avec la victoire de la droite et la déclaration selon laquelle le discours de Bar Ilan est devenu caduque, elle va réévaluer sa politique non seulement sur le dit processus de paix, mais aussi sur le bouclier diplomatique dont jouit l'État d'Israël, y compris l'utilisation systématique du veto au Conseil de sécurité de l'ONU. L'avenir nous dira si ces déclarations seront suivies d'effets.

Concluons sur une note optimiste : la Liste [arabe] Unifiée a fait un très bon score et sera représentée à la Knesset par 13 députés. Si l'unité se maintient, et c'est ce qu'attend la population palestinienne d'Israël, cette force parlementaire pourrait enclencher une mobilisation populaire d'autant plus indispensable que les attaques sur les droits de la minorité arabe ne se feront pas attendre. Aiman Odeh, qui présidera le groupe au Parlement, a annoncé une grande mobilisation pour les droits et la démocratie à l'occasion du cinquantième anniversaire du discours de Martin Luther King contre la ségrégation et pour l'égalité. Une fois de plus, quand la population juive semble unie derrière la droite, ce seront les Palestiniens d'Israël qui joueront les trouble-fête.

De Jérusalem, Michel Warschawski

Intertitres de la rédaction

Publié dans la revue italienne Jura Gentium

# GRÈCE Des premières mesures mais les risques grandissent

Enfin ! Le gouvernement grec a fait adopter les premières mesures concrètes allégeant le poids de la crise sur les couches populaires. Mercredi 18 mars, le Parlement a ainsi voté une loi contenant un paquet de mesures sociales.

Le texte propose de rétablir l'électricité pour les ménages ne pouvant payer leurs factures et de leur fournir jusqu'à 300 kWh d'électricité gratuite jusqu'à la fin de l'année. Près de 30 000 foyers vont aussi recevoir une aide au logement et 300 000 personnes une aide alimentaire. Le texte comprend également des mesures pour des personnes qui ont perdu leur emploi et sont privées de couverture sociale. Une deuxième loi votée deux jours plus tard permet aux contribuables et aux entreprises, qui n'ont pas pu payer leurs impôts ou leurs cotisations, de régler leurs dettes en 100 versements en bénéficiant de réductions sur la surtaxe des arriérés. Le gouvernement en attend une augmentation des recettes fiscales. Enfin, le Parlement grec a décidé de lancer un audit de l'exorbitante dette publique grecque, afin de déterminer si une partie de cette dette peut être déclarée « illégale », selon la présidente de l'assemblée.



Le NPA manifeste sa solidarité. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MIO

Ces deux lois sont bien loin des engagements passés et des annonces de Tsipras après son installation au poste de Premier ministre (retour du salaire minimum à son niveau antérieur, réembauche des fonctionnaires licenciés, etc.). Pourtant, des réserves avaient été émises du côté de la Commission européenne.

Cependant, rien n'est entrepris pour dégager réellement la Grèce de l'austérité et des contraintes de la finance. Les retraites de fonds des banques grecques continuent et les mettent en péril. Face à cela, pas une seule mesure de contrôle du secteur bancaire n'a été prise. En matière de privatisations, l'organisme qui en est chargé n'a pas été dissous. Quant à la dette, elle est toujours payée : ainsi, la Grèce a déboursé 1,5 milliard d'euros en mars en faveur du FMI.

## Ne pas renoncer aux engagements de Syriza

Par le prétendu compromis du 20 février, le gouvernement s'est mis dans une nasse. Tsipras se débat mais reste dans ce cadre. Il sollicite juste un peu d'oxygène financier : c'est le sens du mini-sommet avec Hollande et Merkel et de sa visite à Merkel à Berlin. Tsipras a adressé une lettre aux principaux dirigeants européens dans laquelle il annonce que sans déblocage de fonds à court terme, « il sera impossible d'assurer le service de la dette d'ici les prochaines semaines ». Et une nouvelle liste de réformes doit être transmise à Bruxelles. Même si ces dirigeants se laissent convaincre d'accélérer le versement de crédits à la Grèce, ce serait en échange du renoncement des objectifs fondamentaux de Syriza.

Selon les sondages du mois de mars, le soutien de l'opinion demeure élevé, mais comme le dit un éditorial récent du journal de DEA, composante de la gauche de Syriza : « Avant que s'évanouisse le soutien populaire à Syriza – en Grèce et à l'étranger – il est temps pour le gouvernement de mettre en œuvre de manière complète et immédiate les engagements pris à Thessalonique le 14 septembre 2014. » Et d'ores et déjà, un article du quotidien To Vima du 24 mars souligne que Tsipras va se heurter à des critiques et à des résistances renforcées au sein de Syriza. Certes, des pressions trop arrogantes de l'Union européenne pourraient acculer Tsipras et peut-être même provoquer une crise, mais le renversement des risques majeurs découlant de la politique jusqu'ici suivie par Tsipras dépendra surtout des capacités de mobilisation des forces populaires grecques.

Henri Wilno

# Tout au long de son premier mandat, l'économie brésilienne était semi-stagnante, et depuis les grandes mobilisations de 2013, il est devenu clair que le modèle économique et politique des gouvernements PT (concilier les intérêts des grandes entreprises et l'amélioration du niveau de vie des classes inférieures) menait à l'impasse. Les enquêtes sur la corruption dans la principale entreprise de l'État, Petrobras, impliquent un grand nombre des principaux dirigeants des partis qui soutiennent le gouvernement, y compris le PT. Certains politiciens de droite sont également impliqués, avec de nombreux signes que la corruption avait commencé avant les gouvernements PT. Les sondages sont devenus de plus en plus négatifs : 62% trouvent que le gouvernement est mauvais ou très mauvais, contre 13% bon ou excellent. Cela ressemble aux pires moments de Cardoso ou de Collor en 1992, avec une même explication : tous ont mené une politique perçue comme le contraire de ce qu'ils avaient promis dans la campagne. Au Brésil, on appelle ça la « fraude électorale »... Rousseff a gagné les dernières élections en accusant Marina Silva et Aécio Neves de vouloir gouverner pour les banquiers, augmenter les taux d'intérêt, promouvoir l'austérité et supprimer des droits des travailleurs. Elle s'est présentée comme une alternative populaire au candidat des

# BRÉSIL Dilma dans les cordes

Les problèmes de Dilma Rousseff n'ont pas commencé dimanche 15 mars avec les manifestations contre son gouvernement...



Petrobras, sponsor officiel du PT... DR

riches et de la droite, et avait réussi à mobiliser des gens qui avaient été déçus par le PT.

## Les reculs du PT renforcent la droite

Quelques semaines plus tard, Rousseff a présenté un gouvernement très à la droite, plus que ceux de Lula et de son premier mandat. Le nouveau ministre des Finances est un économiste formé à Chicago, soutenu par une des plus grandes banques brésiliennes (Bradesco).

Le gouvernement a annoncé des mesures très conservatrices sur le plan économique : taux d'intérêt plus élevés, austérité, et réduction des droits des travailleurs (par exemple l'accès plus difficile à l'assurance chômage et aux pensions) ! Le gouvernement a expliqué que la situation économique est difficile, ce que Rousseff avait nié pendant toute la campagne.

Le désenchantement de nombreux électeurs de Dilma et la démobilisation de ses partisans ont créé un environnement favorable à la droite

(renforcée par le vote Aécio Neves) qui a ainsi élargi sa base, y compris pour aller dans la rue. Face à cette agressivité accrue de la droite et le début d'une campagne pour destituer la présidente, le PT et ses alliés n'ont pu faire rien de mieux que l'organisation de manifestations contre le « golpismo » (« putschisme »), pour le « soutien critique » au gouvernement ! Pour l'instant, la destitution de Rousseff semble peu probable. Les partis de droite veulent « saigner » le gouvernement, mais pas le destituer, y compris parce que la poursuite des enquêtes, Petrobras et d'autres liées à la corruption, a tendance à compliquer les choses aussi pour eux et l'ensemble du Congrès. Enquêtes, austérité et dégradation de la situation économique, cela pourrait vite devenir hors de contrôle.

En face, il y a aussi une mobilisation à la gauche du gouvernement, avec des grèves dans divers secteurs. La polarisation sociale augmente, dans un contexte compliqué. Ce qui semble en tout cas clair, c'est que le cycle des gouvernements PT tend à se terminer d'une manière peu glorieuse... De Sao Paulo, Joao Machado

# LOI TOURAINNE

## les Vrais enjeux pour notre santé

**L**e dimanche 15 mars, plusieurs milliers de manifestantEs ont défilé à Paris contre la « loi Touraine », le projet de loi de santé dont la discussion commence au Parlement.

Cette démonstration était l'aboutissement de plusieurs mois de mobilisation des syndicats de médecins et de professionnels libéraux, d'étudiants en médecine, et des patrons de cliniques, en défense de l'exercice privé libéral et de l'hospitalisation privée.

Le bras de fer qu'ils ont engagé avec le gouvernement se concentre principalement sur le refus du tiers payant, c'est-à-dire le règlement direct de la consultation médicale et des soins au praticien par l'assurance maladie, « la branche maladie de la Sécu », et les complémentaires santé, sans que le patient ait à faire l'avance de fond.

Alors que 30 % de la population renonce à des soins pour des raisons financières, en défendant le tiers payant, le gouvernement entend démontrer qu'il favorise le droit de tous à la santé, même s'il a déjà largement reculé sur le calendrier d'application.

En effet, le « tiers payant » généralisé s'appliquera seulement à la fin de 2017, époque lointaine où le PS risque fort d'être dans l'opposition...

Le projet de loi Touraine doit être combattu et son retrait exigé, mais c'est pour de toutes autres raisons : il est dans le domaine de la santé et de la protection sociale un élément supplémentaire dans un dispositif cohérent, au service de la politique d'austérité du gouvernement.

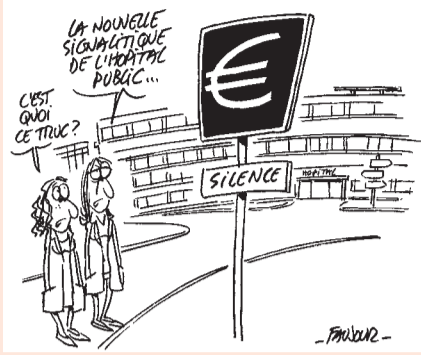
Comme pour la loi Macron, l'absence de toute riposte du mouvement ouvrier, avec pour axe la lutte contre l'austérité, la précarité, les privatisations et en défense du service public et de la Sécurité sociale, crée le vide dans lequel s'engouffre la mobilisation des professions libérales et des patrons, soutenues par la droite et l'extrême droite.

Comme celle du projet de loi Macron, l'exigence du retrait du projet de loi Touraine doit trouver toute sa place dans une mobilisation contre l'ensemble de la politique d'austérité du gouvernement, le pacte de responsabilité, dont la journée du 9 avril peut être une première étape.

Ce dossier souhaite donner des arguments utiles aux militantEs engagés dans la construction de cette mobilisation.

La commission nationale santé sécu social du NPA

# UN GOUVERNEMENT DE PRÉDATEURS CONTRE LA SÉCU



Année après année, morceau par morceau, méthodiquement, le patronat avance dans ses objectifs de démantèlement de la Sécurité sociale. Insidieusement le gouvernement franchit un nouveau pas dans ce processus. Le projet de loi de santé n'annonce pas ouvertement de nouvelles mesures, et il faut une lecture attentive du texte pour s'apercevoir qu'il ne veut plus que la Sécurité sociale reste centrale dans le dispositif actuel contre le risque maladie. Elle s'estompe au profit d'un nouveau dispositif : « les régimes gestionnaires d'assurance maladie », tandis que les charognards affûtent leurs armes pour s'emparer pas à pas de ses restes...

## De la Sécu aux assurances privées

Le projet de loi se fixe pour objectif de « renforcer l'alignement stratégique entre l'État et l'assurance maladie » afin d'imposer aux caisses de Sécurité sociale « un plan national de gestion du risque d'une durée de deux ans ». Autrement dit des plans comptables de réduction des dépenses santé sous le contrôle des directeurs des agences régionales de santé (ARS)...

Il ne s'agit pas de renforcer la place de la Sécurité sociale dans le dispositif de protection sociale, mais au contraire de donner une place prépondérante aux complémentaires santé, en premier lieu aux organismes privés.

### Mutuelles ou assurances ?

Les différences entre la branche maladie de la Sécurité sociale,

les mutuelles, et les institutions de prévoyance sont effacées. Une nouvelle entité, « les organismes gestionnaires des régimes d'assurance maladie », devra « concourir à la mise en œuvre de la politique de santé... » précise le projet de loi. C'est en cohérence avec l'accord national interprofessionnel (ANI) de 2013 qui rend obligatoire dans les entreprises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 une « couverture collective

minimale des frais de santé (ticket modérateur, forfait journalier hospitalier, soins dentaires, forfait optique...) ». Les salariéEs qui cotisaient à des mutuelles sont obligés de résilier leur contrat individuel. Les employeurs paient 50 % de la cotisation de la complémentaire d'entreprise, et le Medef « oublie » de protester... Ce n'est pas étonnant, car les grandes compagnies d'assurance sont gagnantes dans ce bouleversement du « marché de la couverture santé ».

Les complémentaires santé sont en effet en complet bouleversement, les fusions se multiplient et les petites mutuelles sont en voie de disparition. Des assurances fusionnent avec des mutuelles, comme la Mutuelle nationale territoriale (MNT) et Smacl Assurances. Il est de plus en plus difficile de savoir si l'on cotise à une assurance ou à une mutuelle. Le groupe Malakoff-Médéric (épargne, santé et retraites complémentaires) négocie sa fusion avec la Mutuelle générale, pour être la première société française en « assurance santé et prévoyance »... en partenariat avec

la Banque postale et son réseau des 17 000 points de vente de La Poste ! Les deux plus grandes mutuelles, Harmonie (4,5 millions d'assuréEs) et MGEN (3,7 millions d'assuréEs), ont entamé un « rapprochement stratégique » visant « la création d'un groupe mutualiste ». Selon les prévisions il ne resterait plus qu'une centaine de mutuelles en 2018, soit quatre fois moins qu'en 2012 !... et le processus ne sera pas encore achevé !

### Les patients et professionnels de santé, prisonniers du réseau de soins !

Depuis 2014, la loi Le Roux étend à toutes les complémentaires santé le droit de créer des réseaux de soins pour les prestations « dont le financement par l'assurance maladie est inférieur à 50 % », actuellement l'optique, les soins dentaires et les prothèses auditives. Pour bénéficier d'un « bon » remboursement, le patient doit choisir un praticien qui a adhéré au réseau de sa mutuelle ou de son assurance. Le désengagement de l'assurance maladie s'amplifie dans tous les domaines, et elle ne rembourse plus que 54 % des soins de ville. Les réseaux pourraient donc s'étendre dans les prochaines années.

Les organismes privés s'y préparent... Guillaume Sarkozy (le frère de...), directeur délégué de Malakoff-Médéric et représentant du Medef, se fait leur porte-parole dans plusieurs déclarations : « Nous souhaitons la généralisation des réseaux de soins à l'ensemble des spécialités médicales et aux établissements liés à la santé. Nous sommes légitimes pour gérer ce qui n'est pas financé par la Sécurité sociale. Mais qu'on nous donne les moyens de le faire : les réseaux de soins, les programmes de dépistage, l'orientation dans le système de santé, le contrôle des abus et de la fraude. Plus d'un client sur deux se laisse guider dans le réseau de soins que nous lui conseillons et qui pourrait devenir obligatoire d'ici à cinq ans ».

Conséquences pour les patientEs, ils n'auront plus de fait le libre choix de leur praticiens, et pour bénéficier des meilleurs remboursements, il devront signer « un bon contrat »... à condition d'en avoir les moyens ! Quant aux professionnels de santé, ils devront probablement d'ici quelque temps devoir obéir à des instructions et subir des contraintes qui pourraient bien leur faire regretter la Sécu !

### QUE VEULENT LES MÉDECINS LIBÉRAUX ?



## Pour un tiers payant intégral et généralisé !

L'accès aux soins se dégrade en France depuis plusieurs années. En 2012, 3,3 millions de personnes ne bénéficiaient pas de complémentaires santé, soit 500 000 personnes de plus qu'en 2010<sup>1</sup>. Le taux de personnes ayant renoncé aux soins a progressé de 6 % entre 2012 et 2013, de 27 % en 2012 il est passé à 33 % en 2013<sup>2</sup>...

Pour le NPA, la santé pour tous et toutes devrait être un droit réel et incontournable. La gratuité des soins, les remboursements à 100 % de tous les actes médicaux et de tous les soins par la Sécu et sans avance des frais est indispensable. La généralisation du tiers payant ne répond pas totalement à cette revendication, car les forfaits, les franchises, les dépassements d'honoraires, restent à la charge des patients. Cependant, ce serait néanmoins une avancée.

Mais Marisol Touraine, cédant aux syndicats réactionnaires de médecins, vient une nouvelle fois de reculer : la généralisation du tiers payant repoussée auparavant au 1<sup>er</sup> janvier 2017, est encore reportée au 30 novembre 2017, dans l'attente

d'« un rapport présentant des solutions techniques pour mettre en place le tiers payant » demandé conjointement à la Sécurité sociale et aux complémentaires, entérinant ainsi par avance la disparition de la place prépondérante de la Sécu.

### Un gouvernement hypocrite

Ces objections au tiers payant ne sont que prétexte : celui-ci s'applique déjà dans de nombreuses situations (hospitalisation, actes de dépistage, pharmacie, radiologie, analyses médicales, bénéficiaires de la CMU et de l'AME...). Les difficultés d'application tiennent essentiellement aux manques de moyens humains attribués aux caisses de Sécurité sociale, pour traiter sans délai les remboursements rejetés.

Et cela ne va pas s'améliorer : dans le cadre du Pacte de responsabilité, 10 milliards d'économie sont imposés à la branche maladie et 1,2 milliard de diminution de ses frais de gestion sont exigés !

L'hypocrisie du gouvernement est sans borne : il prétend vouloir améliorer l'accès aux soins mais il refuse de supprimer les dépassements d'honoraires et les dispositifs qui réduisent les remboursements. Pour bénéficier du tiers payant, les assuréEs sociaux devront accepter que les franchises et forfaits sur les remboursements soient prélevés directement sur leur compte bancaire...

1 - Source : Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes)

2 - Source : Baromètre de la santé Europe assistance

1- Étude du cabinet Sia Partners

## DE BACHELOT À TOURAINE: QUAND L'ÉTAT ORGANISE LA PRIVATISATION DES SOINS

Lors de la campagne présidentielle de 2012, Hollande et Touraine avaient prévenu: ils n'abrogeraient pas la loi «HPST» (Hôpital Patients Santé et Territoires), dite loi Bachelot, texte emblématique de la politique libérale de Sarkozy dans la santé. Ils ont – hélas – tenu cette promesse. Ce qu'ils n'avaient pas annoncé, ni peut-être entièrement prévu, c'est qu'ils iraient plus loin encore que leurs prédécesseurs afin de mettre en œuvre une brutale politique d'austérité et de privatisation, qui s'est affirmée avec le Pacte de responsabilité. Dans la droite ligne des exigences de l'Union européenne, la loi Touraine crée des outils supplémentaires pour réduire la part des dépenses publiques de santé et accélérer la privatisation du système de soins. À cet effet, elle prolonge et aggrave la loi Bachelot, en réduisant la place de l'hôpital public, en transférant vers le secteur privé commercial associatif ou libéral les missions du service public de santé. Les agences régionales de santé (ARS), «préfectures sanitaires» toutes puissantes, furent créées à cet effet par Sarkozy et Bachelot. Et leur pouvoir renforcé par la loi de Touraine! Elle donne aux ARS des moyens supplémentaires: pour accélérer les regroupements, fusions, fermetures de services et de sites hospitaliers, avec les «groupements hospitaliers de territoires»; pour mettre en place une organisation «territoriale» censée compenser l'absence ou la disparition du service public...

## L'hôpital dans la seringue de «l'hôstérité»

Alors que la loi Bachelot avait aboli toute distinction entre les «établissements de santé» publics ou privés, Hollande et Touraine avaient affirmé en 2012 leur volonté de redonner à l'hôpital public une place particulière aux hôpitaux. Trois ans plus tard, quel bilan ?

Les trois lois de financement de la Sécurité sociale votées depuis 2012 n'ont fait qu'aggraver la situation des établissements hospitaliers.

### «Kit» d'économie libérale...

En 2013 et 2014, plus d'un milliard d'euros supplémentaires ont été ponctionnés sur les budgets de l'hôpital public. Mais aujourd'hui, c'est une «purge» beaucoup plus violente qui est en cours avec le Pacte de responsabilité. Sur les 50 milliards «d'économies» annoncées d'ici 2017, 10 concernent la branche santé de la Sécurité sociale, et l'hôpital y occupe une place déterminante, avec 3 milliards de restrictions de crédits supplémentaires.

Malgré les dénégations de la ministre, un «kit» confidentiel à usage des ARS, révélé par *Libération*<sup>1</sup>, confirme bien les conséquences de cette politique sur les effectifs des établissements hospitaliers. Dans ce document, 860 millions d'euros de «maîtrise de la masse salariale» sont annoncés, équivalant à 22 000 suppressions de postes en 3 ans (soit 2% des effectifs de la fonction publique hospitalière).

Dans un contexte où les personnels hospitaliers vivent déjà des conditions de travail insupportables, ces nouvelles coupes budgétaires annoncent à la fois une nouvelle aggravation (suppressions de RTT, «management» de plus en plus brutal...) en même temps que des suppressions de postes massives, mettant en péril la qualité et la sécurité des soins.

### Le vrai faux retour du service public

Le projet de loi de santé (article 26) rétablit la notion de service public hospitalier qui avait disparu avec la loi Bachelot. Dans la réalité, cela ne change pas grand chose puisque les cliniques privées commerciales<sup>2</sup> sont autorisées à «assurer le service public»... à condition de remplir les obligations de celui-ci. Cela pourrait paraître une évidence. C'est pourtant ce que refusent les patrons de cliniques privées qui veulent à la fois le beurre – augmenter leurs «parts de marché» – et l'argent du beurre – n'avoir aucune obligation de service public qui puisse réduire leurs profits.

Même sur ce point, le gouvernement a doré et déjà reculé, puisque l'appartenance ou non au «service public hospitalier» n'aura pour eux aucune conséquence pour obtenir des autorisations d'activité. Les



## «STSP», «communautés professionnelles territoriales de santé»: service public ou privatisation ?

L'article 13 du projet de loi de santé instaure un STSP (service territorial de santé au public) qui pourrait finalement, pour ménager les syndicats médicaux, devenir «communautés professionnelles territoriales de santé»...

S'agit-il de créer un service public de santé sur le «territoire»? «Hôstérité» oblige, il n'en est évidemment rien. À l'inverse, la fonction du STSP est de tenter de compenser, par une meilleure coordination des professionnels libéraux et des associations, l'absence d'un service public, et d'accompagner la disparition de ce qui en subsiste (hôpitaux de proximité). C'est donc bien de privatisation qu'il est question.

### Contre la désertification...

Dans des régions rurales, mais aussi dans les quartiers populaires, de véritables déserts médicaux sont en train de se constituer: des territoires, où il devient très difficile d'accéder à des soins. Les causes en sont connues. D'abord la liberté d'installation, défendue bec et ongles par les médecins libéraux, qui très majoritairement préfèrent

s'installer dans des secteurs plus attractifs – l'ouest parisien ou la Côte d'Azur par exemple – que dans les campagnes ou en banlieue. La désaffection des jeunes praticiens vis-à-vis de la médecine libérale, sa rémunération «à l'acte» et son exercice solitaire, ne fait qu'amplifier la tendance. La disparition des professionnels libéraux s'accompagne de la fermeture de la seule permanence 24H/24 de soins publics et gratuits, que constituent les hôpitaux de proximité et leurs services d'urgence.

Le STSP a également pour vocation de transférer vers le secteur associatif, social et médico-social, dont le principal «avantage» est d'employer des personnels précaires, mal payés et souvent sous formés et le cas échéant des bénévoles..

### ... Créer des centres de santé

Face à cette crise, la seule réponse sérieuse serait le

développement de centres de santé, publics et gratuits, financés par la sécurité sociale, la remise en cause d'une pratique libérale à bout de souffle, la réouverture et le développement des établissements hospitaliers de proximité.

La création de centres de santé travaillant en lien étroit avec l'hôpital public, permettrait également de répondre à la nécessité d'une meilleure coordination des soins entre la «ville» et l'hôpital, en particulier pour les personnes âgées et/ou atteintes de pathologies chroniques, nécessitant une continuité des soins. De cela, il n'en est évidemment pas question pour Hollande et Touraine qui se contentent de pallier la situation: les ARS devront «coordonner» les professionnels libéraux pour remplir des «missions de service public»... Une insupportable «étatisation», pour la plupart de leurs syndicats.

cliniques pourront donc continuer à sélectionner les activités rentables pour leurs actionnaires... en laissant à l'hôpital public les actes et les patients «non rentables»!

### Regrouper pour fermer et restructurer

La loi Touraine (article 27) rend aussi obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2016 l'adhésion de tout établissement public à un «Groupement hospitalier de territoire».

Au nom de la «mutualisation» et de l'«optimisation» des moyens, la création d'une structure hospitalière unique sur un «territoire» permettra: d'accélérer les fermetures de lits, de services, et d'établissements publics de proximité; de généraliser la polyvalence des personnels entre établissements parfois éloignés; de supprimer massivement des emplois publics dans les services

administratifs, techniques et logistiques, autant que dans les services de soins.

Ces «groupements» seront également ouverts à des coopérations avec le secteur privé quand celui-ci y trouvera son intérêt.

Sous le nom de «Communauté hospitalière de territoires», la loi Bachelot avait créé un dispositif identique, mais l'adhésion y était facultative. Avec la loi Touraine, les sanctions pour les récalcitrants seront lourdes: pénalités financières ou même retrait de l'autorisation d'activité.

1 – Voir dossier paru dans *Libération* le 9 mars 2015

2 – Les cliniques privées commerciales sont les établissements à but lucratif versant des dividendes à leurs actionnaires. De plus en plus entre les mains de groupes financiers (fonds de pensions...), elles sont à distinguer des établissements privés dits «à but non lucratif» de type mutualiste ou associatif.

## Le STSP favorise le démantèlement de la psychiatrie publique

Sous le nom de «psychiatrie de secteur», le service public de psychiatrie bénéficiait depuis 1960 d'une organisation originale. Un «secteur» psychiatrique était un territoire sur lequel intervenait une équipe de soins – psychiatres, psychologues, infirmiers, éducateurs, assistants sociaux... –, présente à l'hôpital et dans la cité – dans des centres médico-psychologiques, au domicile... En un mot un service public et gratuit, permettant d'assurer la continuité des soins.

La psychiatrie publique, très fragilisée par l'insuffisance de ses budgets et les réformes intervenues depuis 2003, risque de recevoir le coup de grâce avec la loi Touraine. En intégrant la psychiatrie au SPST, l'article 14 organise le renvoi des patients que le service public exsangue n'est plus en état d'accueillir vers les professionnels libéraux. Cela ne concernera donc que la minorité qui en aura les moyens financiers et la possibilité. La psychiatrie publique se réduira, elle, à l'hospitalisation (traitement rapide des symptômes dans les délais les plus courts), avec un retour au domicile (avec un hypothétique suivi libéral) ou un placement en institution sociale à bas coût.

## CONFLIT ROUTIER Fin et suites...

Le 16 mars avait lieu une dernière mobilisation des routiers pour les salaires. L'intersyndicale était au complet mais l'envie n'était plus là. Ce fut encore une fois une grève de militants, et la crise syndicale était mesurable partout.

Les syndicats revendiquent désormais un taux horaire minimum de 9,82 euros, alors que les employeurs refusent d'aller au-delà de 9,62 euros, soit un centime au-dessus du Smic... Ces derniers pestent également contre une spécificité hexagonale : le temps de disponibilité doit être comptabilisé dans le temps de travail hebdomadaire. Ainsi, ils n'ont aucun intérêt à envoyer deux conducteurs dans un camion, pour que l'un dorme pendant que l'autre conduit, car ces heures de sommeil comptent dans le temps de travail.



Une dernière action sera organisée le 26 mars à Aubervilliers, mais les salariés n'ont jamais été au rendez-vous, et cela laisse présager de leur engagement dans la mobilisation nationale du 9 avril...

### Les institutions européennes en relais

Fin 2014 en Allemagne, une réforme annonçait la création d'un Smic à 8,50 euros/h. Le gouvernement surprenait alors en tentant de l'imposer aux chauffeurs routiers en transit sur le territoire. Des réactions n'ont pas tardé, la Pologne – où s'applique un Smic à 2,60 euros – le jugeant « discriminatoire et disproportionné ». Sous la pression de l'IRU (Union internationale des transports routiers) et du Clecat (Comité de liaison européen des commissionnaires et auxiliaires de transport du Marché commun), la Commission européenne a lancé le 21 janvier une « procédure préliminaire » visant à vérifier si l'application du « Smic pour tous est conforme au droit européen ». Le 30 janvier, le ministère du Travail allemand cédait ! Nous mesurons là toute la puissance et la nuisance de l'institution européenne, relais supranational des lobbies capitalistes.

Le 16 février en France, veille du passage de la loi Macron, la fédération des transports CGT, pourtant en conflit, annonçait se réjouir d'un amendement visant à faire appliquer la directive détachement aux salariés en situation de cabotage. L'annonce de l'échec allemand aurait dû l'alerter et l'inciter à la prudence, alors que la confédération mobilisait contre cette loi. Cela montre à quel point la CGT a mesuré l'échec du conflit et espère l'intervention du gouvernement en leur faveur. Et ce 26 mars, un accord a minima sera probablement signé.

Au lendemain des résultats des départementales propulsant une nouvelle fois Sarkozy en tête, on peut imaginer qu'il fera campagne pour 2017 en remettant les heures supplémentaires défiscalisées sur le tapis. Le risque est grand que les routiers se mobilisent cette fois-ci... pour le faire élire !  
**Damien Lanchron**

# ARGENTEUIL (95) Les personnels municipaux contre l'austérité

État des lieux. Argenteuil, un fief du PCF de 1935 à 2001, passé à droite jusqu'en 2008, puis majorité PS de 2008 à 2014. Retour de la droite avec Georges Mothron en 2014...

La droite est revenue... grâce à 187 voix d'avance sur plus de 100 000 habitantEs, mais seulement 51 000 inscritEs et avec plus de 41 % d'abstentions. Et pour ce premier tour des départementales, moins de 40 % de participation, avec le Front national en ballottage avec 23 % des inscritEs contre 31 % à l'UMP. Et un taux de chômage officiel à plus de 15 %...

### Attaques tous azimuts

La mobilisation des agents territoriaux a démarré le 4 février avec l'annonce par le maire de la suppression de plus de 400 emplois. Ces suppressions se feraient par le non-renouvellement de contrats de salariéEs qui pourtant peuvent prétendre au bout de 4 ans d'exercice à la titularisation. Tous les services seraient concernés par ces suppressions de postes : centres sociaux, crèches, écoles, etc. Cette mise en pratique de la politique d'austérité version locale ressemble fortement à la politique du gouvernement... D'ailleurs parmi les justifications, le maire UMP et l'ex-maire PS se renvoient la balle sur les emprunts toxiques contractés auprès de Dexia, successivement par l'un et l'autre. Le plan de Mothron est vaste et prévoit de frapper tous les secteurs au-delà des suppressions de postes. Fermetures de crèche municipales, qui « libèrent » la place pour des crèches privées,



Manifestation CGT, FSU, CFDT le 13 mars devant l'Hôtel de Ville d'Argenteuil. DR



ce qui augmenterait encore les difficultés d'accès à ce service public pour les familles les plus fragiles, avec dans le même temps la fermeture de la Maison de la femme. Réduction du budget des médiathèques. Suppression de postes de maîtres-nageurs... annoncée à la télévision, avec en vue sa privatisation.

La ville est gérée comme une entreprise privée, avec un cabinet d'expertise chargé des préconisations de réduction de « coûts », c'est-à-dire de réduction des effectifs. Une ville qui, comme toutes les autres collectivités locales, subit en même temps les conséquences de la politique d'austérité du gouvernement. L'objectif final est de réduire les services municipaux aux fonctions régaliennes : police municipale, vidéo-surveillance. Dans une ville où le décès en 2009 d'Ali Ziri, tombé dans le coma lors de son interpellation par la police après un contrôle routier et mort deux jours plus

tard à l'hôpital d'Argenteuil, n'est pas qu'une éventuelle bavure, mais l'illustration d'une violence sociale aggravée par les violences policières.

### Une résistance qui se construit

La municipalité exerce toujours plus de pressions sur les agents. Il faut faire le travail des absentEs victimes des conditions et des surcharges de travail, et soupçonnés par les chefs de service de tirer au flanc... La municipalité menace les grévistes et joue sur le chantage au renouvellement de contrat.

Si les agents territoriaux sont déterminés, les difficultés sont réelles. Le syndicalisme territorial est toujours compliqué, notamment dans les villes de gauche où celles et ceux qui luttent pour les conditions de travail sont parfois accusés – y compris par les responsables syndicaux – de dégrader le service public. La souffrance au travail, peu prise en compte par les organisations syndicales, met de nombreux agents en grande difficulté, tant face aux chefs de service qu'aux usagers.

De plus, les apparentements politiques conduisent parfois les organisations syndicales à privilégier l'affrontement face aux maires politiquement opposés (droite ou PS) et à minorer des difficultés semblables avec des maires de « gauche ». Dans le même temps, la dégradation des services publics, l'affaiblissement des réseaux associatifs, rend difficile les convergences avec les usagerEs.

Des initiatives sont discutées par les agentEs mobilisés et le Collectif des parents en colère, comme une journée « ville morte » sans services publics... Un défi pour les réseaux associatifs, syndicaux, politiques de la ville, pour mobiliser contre la politique de la droite locale, sœur jumelle de celle de la « gauche » au gouvernement. La perspective de la journée intersyndicale de grève du 9 avril est perçue comme la possibilité d'un relais fort, qui donne confiance. Elles et ils en ont grand besoin.

**Robert Pelletier**

## LA POSTE (92) Révocation de Yann : coup dur au tribunal, la mobilisation continue!

Le juge a à peine pris le temps d'écouter les arguments de Yann et de ses défenseurs, et a pris sa décision en deux jours : non, révoquer un militant pour avoir simplement pris la parole auprès de ses collègues de travail lors d'une grève n'est pas choquant, la sanction n'est pas disproportionnée. Il faudra attendre plusieurs mois, voire plusieurs années pour que l'affaire soit à nouveau jugée, sur le fond.

### Comité contre la répression

Aucune des 9 procédures de licenciement engagées suite au conflit de 173 jours des postiers du 92 n'avait pour

Lundi 9 mars a eu lieu au tribunal administratif de Cergy (95) l'audience en référé pour tenter de suspendre la révocation de Yann Le Merrer, secrétaire départemental adjoint de SUD Activités Postales 92.



l'instant abouti : la mobilisation avait barré la route à La Poste, et chaque fois qu'un regard extérieur se portait sur

les dossiers, notamment de la part de l'inspection du travail, il donnait tort à La Poste et annulait les procédures.

Mais dans le cas de Yann, qui est fonctionnaire, l'inspection du travail n'a pas son mot à dire.

Il faut continuer à faire signer la pétition<sup>1</sup> et à envoyer des chèques de soutien pour faire face aux dépenses de justice<sup>2</sup>. Enfin, il faut exiger des fédérations syndicales qu'un comité national de lutte contre la répression se mette enfin en place.

### Correspondant

1 – <http://reintegrationyann.sudptt.org>

2 – Chèque à envoyer à :

SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal,

92250 La Garenne-Colombes

## BANQUES

# Après Blockupy BCE, Blockupy BPCE

Un vent de contestation souffle sur BPCE. Réunis en intersyndicale pour la première fois depuis la création du groupe en juillet 2009, l'ensemble des syndicats de toutes les entités (Banques populaires, Caisses d'épargne, Natixis, BPCE siège, Crédit foncier, etc.) ont appelé le personnel à se mettre en grève mardi 24 mars. Un rassemblement a été organisé ce jour-là devant le siège de BPCE pour faire entendre à François Pérol le ras-le-bol des salariéEs.

Les conditions de travail sont catastrophiques dans le groupe, et tout particulièrement dans les agences où nombre de commerciaux sont

aujourd'hui au bord de la rupture. Les suicides, tentatives de suicide, arrêts maladie et autres burn out se multiplient, de sorte que les risques psycho-sociaux constatés





DR

## SANOFI ELBEUF (76) Dans les pas de ceux de Sisteron

Les salariéEs postés du site de Sanofi-Elbeuf sont en grève depuis deux semaines, à raison de 4 heures de grève par quart/journée.

Pour la seconde année consécutive, il n'y a pas d'augmentations générales dans le groupe. Nous sommes mobilisés autour de trois revendications. Tout d'abord la suppression des «remontes», c'est-à-dire l'obligation pour un salariéE posté de venir travailler plusieurs fois par an sur son temps de repos (4 jours par cycle). Dans ces cas-là, le repos n'en est pas vraiment un, et les conditions de récupération sont considérablement dégradées. Notre deuxième revendication concerne l'embauche des salariéEs précaires sur un site qui tourne avec une centaine de précaires (intérimaires et CDD). Plus de 60 travaillent pour un «accroissement d'activité», qui n'a rien de temporaire puisqu'il correspond à une augmentation d'activité pérenne sur le site (nouvelle fabrication). La direction les titularise au compte-goutte. Cette année, ce sont 50 contrats qui arrivent à terme et qui ne pourront légalement pas être prolongés. Mais la direction refuse de titulariser massivement ces postes pourtant pérennes avec des salariés formés.

Enfin nous demandons la négociation d'un accord de site sur les classifications qui déboucherait sur un système de révision par le haut, ce qui se traduira pour touTEs (postés et personnel de journée) par une augmentation de la rémunération.

### Élargir la grève

Depuis deux semaines la situation est bloquée avec une direction intransigeante qui campe sur ses positions : c'est non à tout ! Elle n'hésite pas à communiquer à tout va avec des «notes au personnel» qui sont de véritables tracts à charge contre les grévistes. Ces tracts s'adressent en réalité aux non-grévistes pour les monter contre les grévistes, avec l'argument habituel sur la grève irresponsable qui met le site en danger. La présence en production de nombreux précaires qui ne peuvent pas faire grève pénalise notre mouvement, d'autant plus que la direction abuse du service minimum de sécurité pour faire tourner quand même les productions. Cela en dépit, à ce jour, de nos interventions auprès de l'inspection du travail.

Malgré le fait que la CFTD ne soit pas dans la lutte, la grève, soutenue par la CGT et SUD, est bien suivie en fabrication postée mais reste minoritaire (environ 60 grévistes sur 400, précaires compris). On sait par expérience pour s'y être plusieurs fois cassé les dents qu'une revendication frontale d'augmentation pour tous avec talon est vouée à l'échec si elle n'est pas défendue à l'échelle du groupe. Mais les coordinateurs syndicaux centraux préfèrent évidemment faire avancer le «dialogue social» plutôt que d'organiser une riposte au niveau national.

Jean-Louis Peyren de la CGT Sanofi Sisteron est venu nous soutenir, fort du succès de leur mobilisation qui leur a permis de décrocher une prime de 80 euros net par mois pour les postés suite à une grève de cinq semaines (voir interview dans *l'Anticapitaliste* n°279). La mobilisation se poursuit aussi à Ambarès, en attendant l'entrée dans la lutte des sites d'Aramond et de Vertolaye...

**Correspondant**

## UNIVERSITÉ PARIS 8 Meeting contre les bas salaires et la précarité



DR

La grève du personnel précaire de Paris 8 entre dans sa 10<sup>e</sup> semaine. Organisés en Collectif des bas salaires, ils et elles exigent une augmentation de 98 euros à la présidence «de gauche» de la fac. Le Collectif avait lancé un appel aux différents secteurs en lutte pour un meeting jeudi 19 mars. Autour de 250 personnes y sont passées, marquant un vrai succès.

Au cours de la soirée, ont pris la parole aux côtés des travailleurEs en lutte, des étudiantEs et des profs de la fac, des représentantEs de la CGT Ferc Sup et du Snasub-FSU, des anciens grévistes de l'ENS Ulm, des hospitaliers du Mans, des cheminots de Saint-Lazare, des femmes de chambre du Royal Monceau, des postiers de Basse-Normandie, du 92, des salariés de Thalès Gennevilliers, de Carrefour Montreuil, des enseignants-chercheurs précaires de Lyon 2, le tout émaillé de messages de solidarité envoyés par les postiers grévistes de Balma près de Toulouse, des salariées sans-papiers du salon de coiffure du 57 boulevard de Strasbourg (en lutte depuis plus de 8 mois) ou encore de Sanofi. Des salariés de Carrefour Market, ainsi que des enseignantEs mobilisés du 93 et des intermittentEs étaient aussi présents.

### D'autres actions en préparation

Le moral sort renforcé pour poursuivre le combat contre la précarité et les bas salaires. En effet, dès lundi, les grévistes ont fait tourner une nouvelle pétition parmi leurs collègues pour exiger de la présidente la réouverture des négociations, et d'autres actions se préparent pour développer le rapport de forces. Alors que la présidente essaye d'instaurer l'idée que «la grève ne sert à rien» et qu'il faudrait passer par des négociations à travers «le dialogue social», il est fondamental que cette lutte gagne. Beaucoup des grévistes ont compris que seule la lutte paye et que le dialogue social est un piège, c'est déjà un acquis important de la grève.

La vague de grèves qui a permis de construire ce meeting ne s'est pas arrêtée. Après les routiers ou encore Easy-Jet, d'autres sont entrés en mouvement : Carrefour Market, contre une augmentation d'«une demi-baguette de pain par jour», comme disent les salariéEs; dans le groupe Sanofi; à PSA Mulhouse, où plus de 500 ont débrayé après l'annonce d'une 4<sup>e</sup> année consécutive de gel de salaires... Sans parler de Radio France ou de La Poste. Voilà pourquoi est toujours posée la question de la convergence entre les bagarres : pour imposer une revalorisation des salaires et leur indexation sur l'inflation réelle, et préparer un 9 avril de combat.

**Philippe (Comité Paris 8)**

## JOURNÉES INTERSYNDICALES FEMMES

# Un nouveau succès

Organisées par la CGT, la FSU et Solidaires, les Journées intersyndicales Femmes se sont tenues les 19 et 20 mars à la Bourse du travail de Saint-Denis. Cette 17<sup>e</sup> édition a de nouveau été un succès en rassemblant plus de 300 participantEs.

Ces journées ont été organisées autour de quatre tables rondes. La première a fait un état des lieux des femmes et du syndicalisme dans trois pays européens : Allemagne, Royaume-Uni et État espagnol, des pays différents mais qui ont à peu près les mêmes caractéristiques concernant la précarité des femmes au travail, le faible taux de syndicalisation de celles-ci et leur sous-représentation dans les organisations syndicales... y compris dans les secteurs fortement féminisés. Malgré cela, on constate qu'en Allemagne et au Royaume-Uni par exemple, des avancées ont eu lieu sur la place des femmes dans les directions syndicales, cela grâce à une politique volontariste mais aussi aux batailles menées par les syndiquées elles-mêmes. La deuxième table ronde était dédiée aux femmes et la création. Là aussi, les difficultés

sont nombreuses pour que les femmes artistes soient réellement reconnues, souvent dévalorisées. C'est le cas par exemple pour le chant, la danse, les arts plastiques... Les différents témoignages prouvent que dans tous les domaines artistiques, faire reconnaître la capacité créatrice des femmes reste difficile.

### Emploi et salaire

Le deuxième jour de ces intersyndicales était dédié à la domesticité d'une part, et à la bataille, en tant que syndicalistes, pour la nécessaire révision de la classification professionnelle dans le cadre de la lutte contre les inégalités salariales. La domesticité a été abordée à travers le travail dans les services à la personne, avec une comparaison entre la France et l'Italie. Sans grande surprise, ces emplois sont très



majoritairement féminin (98% en France, 88% en Italie) et le secteur est très isolé, divisé, peu syndiqué. Les stéréotypes sexistes et racistes y existent bel et bien. Mais c'est aussi un secteur qui peut se mobiliser, comme cela a été le cas à Lyon en 2009.

La lutte contre les inégalités salariales est un combat important pour les syndicalistes, ce qui passe par une bataille pour la revalorisation des classifications. Ainsi, le mot d'ordre «À travail égal, salaire égal» doit être interrogé, remis en cause, au profit de «À travail de valeur égale, salaire égal», car les femmes n'occupent pas les mêmes emplois que les hommes.

Indispensables, ces Journées illustrent une nouvelle fois que le syndicalisme est indissociable du féminisme.

**Sandra Demarcq**

par les médecins du travail et les experts en santé au travail n'ont jamais été aussi préoccupants. Au point qu'à la fin de l'année 2014, le syndicat Sud BPCE a alerté officiellement l'ensemble des responsables du groupe pour les sommer d'agir, car la loi impose aux employeurs une obligation de sécurité de résultat en matière de santé au travail et les manquements peuvent être sanctionnés pénalement. Pourtant, interrogé sur France Info le 19 février dernier, François Pérol niait catégoriquement l'existence d'un malaise chez les salariéEs du groupe, signe évident d'une méconnaissance et d'un désintérêt de la situation du personnel dont il est responsable...

### Préssurés et mal payés...

L'autre élément de mécontentement des salariéEs tient à l'insultante politique de rémunérations des dirigeants de BPCE à

l'égard du personnel. En 2015, lors des dernières NAO (négociations annuelles obligatoires), rien n'a été proposé aux salariéEs des Banques populaires, et dans les Caisses d'épargne tous les syndicats ont refusé l'aumône insultante d'une prime de 200 euros brut (37 centimes net par jour!) proposée par la direction. Cette situation est d'autant plus scandaleuse que dans le même temps les membres du directoire de BPCE s'octroient des rémunérations indécentes : après avoir enregistré +29,4% d'augmentation en 2013, François Pérol va empocher en 2015 une part variable de 851 858 euros qui va s'ajouter à sa rémunération fixe de 550 000 euros ! Laurent Mignon, le président du directoire de Natixis n'est pas à plaindre, avec 1 776 470 euros de rémunération en 2013 (+14,8% d'augmentation). Rappelons que la revendication de l'intersyndicale est une augmentation

générale de 1,6%, avec un montant minimum de 620 euros bruts.

Lors de son entretien sur France Info, plutôt que d'aborder les vraies questions qui préoccupent le personnel, François Pérol a préféré se livrer à une attaque en règle contre Sud BPCE (le syndicat qui le renvoie devant les juges), syndicat qui a l'outrecuidance d'avoir pour objectif d'éradiquer le capitalisme financier ! Oui, plus que jamais, Sud BPCE revendique la socialisation de l'intégralité des banques et la mise en place d'un service public bancaire.

Malgré une multitude de pressions, d'actions d'intimidation, de coups bas, de la part des directions locales, la grève a été bien suivie mardi 24 mars dans les entreprises du groupe. Dès le matin, des centaines de grévistes étaient massés devant le siège de BPCE pour exprimer bruyamment leur colère. L'intersyndicale qui souhaitait



Mardi 24 mars la BPCE assiégée... DR

rencontrer François Pérol a reçu une fin de non-recevoir, mais les représentants des organisations ont refusé tout autre interlocuteur. Surprise par l'ampleur du mouvement, la direction s'est engagée à saisir très vite François Pérol pour convenir d'une date de rencontre. L'intersyndicale

va se réunir prochainement pour, après les retours des salariéEs, décider collectivement de la suite à donner à un mouvement très bien engagé. Cette première de grève a ébranlé l'édifice BPCE, preuve de l'utilité d'une lutte qu'il faut continuer et amplifier. **Patrick Saurin (porte-parole de Sud BPCE)**



## Les comités en action!

**Lisieux (14) Le premier café des luttes fait le plein.** Le comité NPA Lisieux-Pays d'Auge et plusieurs militants syndicaux ont organisé le 1<sup>er</sup> café des luttes vendredi 13 mars. Plus de 50 personnes, avec la présence de plusieurs secteurs en lutte comme La Poste, l'hôpital, Sanofi, les territoriaux, l'éducation, de plusieurs responsables syndicaux locaux et départementaux (CGT, SUD, CFDT), mais aussi de militantEs politiques (PG, PCF, PS...). Plusieurs intervenants, dont Olivier Besancenot, avait répondu positivement à notre invitation pour venir parler des luttes, actuelles et futures, et de l'importance de les faire converger. Christophe, facteur à Lisieux et militant syndical, a présenté la lutte qui vient de se dérouler en Basse-Normandie, avec la victoire des postiers du Pays d'Auge et de la majorité des postiers de Basse-Normandie contre un projet de pause méridienne imposée et non rémunérée. « Cette victoire donne une bouffée d'air importante pour toutes les équipes militantes à La Poste mais aussi dans les autres secteurs. Il y a eu un avant 24 février et un après! La convergence des luttes doit être maintenant notre priorité. Postiers, hospitaliers... nous subissons les mêmes attaques de la part du patronat et du Medef, c'est une réponse collective qu'il faut leur donner ».

Baptiste, agent municipal à la ville de Lisieux et militant syndical, a parlé des mesures d'austérité qui touche la commune. « Les budgets baissent dans tous les services, la réforme des rythmes scolaires est une aberration, les aides aux associations viennent de subir une coupe drastique dans leur montant alloué. La victoire des postiers doit nous servir d'exemple et nous devons dès à présent travailler à la convergence des luttes sur le Pays d'Auge. Le 9 avril est une date importante pour faire reculer le gouvernement sur la loi Macron ».

Xavier, postier dans le 92 et militant syndical est intervenu pour exposer la grève de 173 jours qu'il y a eu en 2014 au courrier dans les Hauts-de-Seine. « Une grève débutée en solidarité avec des postiers précaires qui n'ont pas vu la couleur du CDI qu'on leur avait promis. Cette solidarité entre postiers en CDI, fonctionnaires et précaires, est une première dans la lutte, l'une des plus longues qu'ait connues La Poste. Cette convergence a pris effet avec d'autres secteurs, dont les intermittents du spectacle et les cheminots. Une convergence déterminante dans notre victoire ».



DR

Côme, agent hospitalier et militant syndical a fait un point sur le nouveau plan dit de redressement que va subir le CH Robert-Bisson de Lisieux. « L'hôpital public est en train d'être privatisé, avec les services dits rentables donnés au privé et les services dits à perte laissés dans les hôpitaux. La souffrance des agents hospitaliers est très importante, les agents n'ont plus le temps et les moyens nécessaires pour mener les soins comme cela devrait être fait. Aujourd'hui, il y a énormément d'hôpitaux, de maternité en lutte. Une convergence existe entre certains, mais cela doit aller au-delà du service hospitalier ».

Notre dernier intervenant, Olivier Besancenot, a salué la victoire des postiers: « Les grèves majoritaires à La Poste, c'est pas tous les jours. Cette victoire, on en parle dans tous les services, même au niveau des guichets. Il est temps de reprendre la rue, de battre le pavé contre la loi Macron. Cette loi qui casse le code du travail,

oblige à travailler le dimanche et détruit plus globalement les droits des salariés. Il est grand temps que le monde du travail montre son opposition. La journée interprofessionnelle intersyndicale organisée le 9 avril prochain en sera une première étape ».

Un débat très riche s'est engagé: comment combattre le FN et ses idées, comment se battre et s'organiser quand on travaille dans une petite entreprise... Les discussions ont continué autour d'un pot solidaire. Cette soirée a permis de garnir la caisse de grève pour les postiers du 14. La solidarité existe!



DR

**Béziers (34) Anticolonialistes, antiracistes, anti-FN!** Samedi 14 mars, 600 contre-manifestantEs – selon les RG – se sont rassemblés à l'appel unitaire de plusieurs organisations (associatives, syndicales, politiques), pour dire: « Non aux nostalgiques de l'Algérie Française! Non à la provocation colonialiste et raciste de Ménard! » Le maire de Béziers, élu avec le soutien du FN et gouvernant avec d'authentiques fascistes grenouillant autour du parti des Le Pen, a décidé de débaptiser la « rue du 19 mars [1962] », date du cessez-le-feu de la guerre d'Algérie, pour lui donner le nom de « Commandant Hélié Denoix de Saint-Marc », un officier engagé au côté des généraux putschistes de l'OAS. Une initiative revancharde, bien « dans l'air du temps », reprise la semaine suivante par le maire FN de Beaucaire. Pour l'occasion, Ménard avait convié un ramassis de réactionnaires, des algérienistes aux identitaires de la Ligue du Midi. Plusieurs centaines à écouter son discours haineux sur fond bruyant de musique militaire du « joyeux temps des colonies »! Un discours perturbé par les slogans antifascistes des contre-manifestantEs, séparés de la manifestation officielle par une armada policière.

Asphyxie financière du CCAS, couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans, interdiction d'étendre le linge aux fenêtres, armement de la police municipale, stigmatisation des immigrés et des musulmanEs... Les mesures d'un Ménard donnent un aperçu de la véritable politique, ultraréactionnaire, de l'extrême droite à laquelle Marine Le Pen cherche à donner un vernis policé. Autour de Philippe Poutou, le NPA, mobilisé régionalement, était bien présent pour protester contre cet acte de réhabilitation du colonialisme et dénoncer son caractère révisionniste et raciste.

### Avignon (84) Solidaire du peuple grec!

Sur Avignon s'est formé un collectif citoyen de soutien au peuple grec et contre l'austérité, soutenu par Attac, Ensemble et le NPA. Un café-politique ayant pour thème « Les grecs pourront-ils rompre avec l'austérité? Et nous? » a été organisé ce lundi 16 mars. Il a rassemblé une cinquantaine de personnes avec une forte proportion de jeunes et de non-militants. Les discussions furent riches et parfois vives autour de la victoire de Syriza et la politique du gouvernement Tsipras qui suscitent de l'espoir mais aussi beaucoup d'interrogations. Peut-on faire l'économie d'une rupture avec l'Union européenne pour rompre avec l'austérité? L'accord passé avec l'Eurogroupe est-il un renoncement ou un simple recul tactique pour gagner du temps? Quelle solidarité concrète peut-on développer localement pour soutenir la lutte du peuple grec?

## Université d'été

# Toutes et tous à vos agendas!

Du dimanche 23 au mercredi 26 août inclus, la 7<sup>e</sup> université d'été du NPA aura lieu au Village-club Rives des Corbières, à Port-Leucate au bord de la mer Méditerranée.



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

**B**ungalows confortables, repas sous la pergola, salles de réunion, clubs enfants, piscine, tout cela à quelques mètres de la plage: pour la seconde année, nous serons bien installés pour construire le socialisme dans un seul village...

S'il est encore trop tôt pour dévoiler le programme et la liste des invitéEs, signalons que nos rendez-vous « traditionnels » seront au rendez-vous: meeting de rentrée, plénière internationale avec nos invitéEs, soirées détente et culture, etc.

Donc, dès maintenant, notez avec soin les dates de l'Université d'été. L'accueil le samedi 22 août après-midi, départ le jeudi 27 après le petit-déjeuner. Et dès que la plaquette d'inscription sera disponible courant avril, n'oubliez pas de vous inscrire sans attendre!

**Commission Université d'été**



DR

La plupart des participantEs à ce café-politique se sont retrouvés le mercredi 18 mars devant les locaux de la Banque de France pour une action Blockupy en écho à la manifestation ayant eu lieu à Francfort devant le siège de la BCE. Étant donné que le meilleur moyen d'être solidaire de la lutte du peuple grec est aussi de lutter contre notre propre austérité, nous avons également décidé d'organiser un cortège du collectif lors de la manifestation du 9 avril contre la loi Macron. D'autres actions suivront, notamment l'organisation d'un meeting avec des représentants de Syriza et de Podemos au mois d'avril.

### Paris 10<sup>e</sup> 30 ans après la Marche pour l'égalité, le combat continue

Jeudi 19 mars, le comité Paris-10<sup>e</sup> organisait un café-débat autour de la projection du documentaire *La marche d'après, 30 ans de combats pour l'égalité* (2013). Il s'agissait d'une échéance importante pour nous dans la mesure où nous venons de relancer le comité à la sortie du congrès national. 25 personnes étaient présentes, dont une dizaine de militantEs NPA. Le documentaire a été apprécié et constitue un bon outil pour aborder les questions du racisme et de l'antiracisme des années 1980 jusqu'à aujourd'hui, avec au centre la question de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de l'automne 83, et ses héritages contradictoires... Plusieurs questions importantes ont émergé dans le débat qui a suivi: la récupération politique par le PS du mouvement, via l'antiracisme moral de SOS Racisme, alors que dans le même temps le gouvernement « socialiste » stigmatisait

et réprimait les OS immigrés de l'industrie automobile (grève de Talbot-Poissy en décembre 1983); l'incapacité de la gauche radicale à se lier véritablement aux secteurs les plus politisés et militants des mouvements de l'immigration et des quartiers populaires; les difficultés propres de ces mouvements et leurs divergences politiques internes; le fait qu'on ne peut ramener la question du racisme à celle de l'immigration et qu'il faut introduire le problème de la persistance du colonialisme (avec par exemple la différence dans les destins d'enfants d'immigrés portugais et algériens); la question des crimes racistes, des violences policières et des contrôles au faciès. Une première initiative réussie.

## Qui sommes-nous?

**L**e NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique.

Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

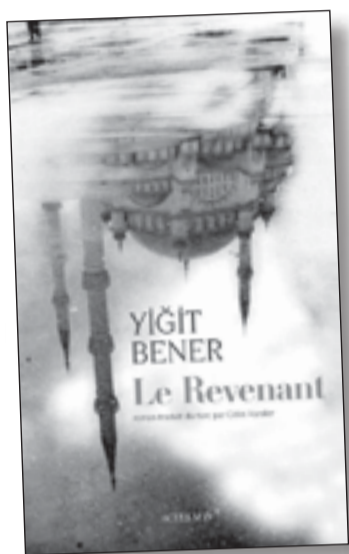
Pour nous rejoindre, contactez-nous: [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)

Récit

# Le Revenant, de Yiğit Bener

Actes Sud, 2015, 23 euros

Ceux qui croient que le retour d'exil est la fin d'une parenthèse se trompent. Surtout quand on ne retrouve plus la société et la lutte qu'on avait menée, quand la défaite a été sans appel, quand la société a été détruite, normalisée, restructurée et que l'exil n'était pas une retraite temporaire. «Le revenant» est alors, une nouvelle fois, un immigré, un déraciné...



**V**ingt ans après son retour de «l'autre monde», après y avoir exercé de nombreux boulots – il a même été rédacteur d'Inprecor – Yiğit Bener, devenu interprète et écrivain, nous livre une réflexion autobiographique, politique, et une analyse critique de la transformation de la Turquie. Il nous parle aussi de la fin d'une tradition de la lutte des classes, ainsi que des nouveaux conflits de substitution : les laïques – marqués par le nationalisme kémaliste qu'une certaine «gauche patriotique» reprend à son compte – contre les religieux. «L'inconvénient, c'est que, comme beaucoup de courants de pensée qui ont une apparence moderniste

se figent dans une armature scolastique et se transforment en autant de «religions profanes», j'ai le sentiment d'être partout cerné par la rigidité des dogmes intégristes; j'ai parfois du mal à respirer...»

«Tout peut encore changer»

Il visite les histoires individuelles et l'Histoire, cherchant à faire apparaître les contradictions, mêlant critique et autocritique. Il revendique ne plus être un militant, mais «ne veut pas cesser d'espérer que tout peut encore changer (...) qu'un jour ou l'autre ceux qui font aujourd'hui l'apologie de ce système économique basé sur l'exploitation, et qui essayent de nous faire gober que d'entretenir leurs

privileges est dans l'ordre naturel des choses, seront classés demain dans la même catégorie que la noblesse parasitaire et les esclavagistes du passé : placés dans la poubelle de l'Histoire, juste à côté des cochons "plus égaux que les autres" de la Ferme des animaux...»

Jan Malewski

Yiğit Bener présentera son livre le samedi 28 mars à 18h à la

librairie

27 rue Taine 75012 Paris

Exposition

## «Les Tudors»

Au Musée du Luxembourg (Paris) jusqu'au 19 juillet 2015

**D**e toutes les dynasties qui se sont succédé sur le trône d'Angleterre, celle des Tudors, qui a régné entre 1485 et 1603, est certainement l'une des plus populaires. Au-delà de la légende inspirée en grande partie par leur vie privée, ces souverains ont profondément marqué l'histoire de leur royaume : d'un point de vue politique, en lui conférant une position stratégique en Europe; d'un point de vue religieux, en rompant avec l'Église catholique; d'un point de vue culturel, en y accueillant la Renaissance. Des artistes venus d'Italie, de Flandre

et des contrées germaniques, se sont alors mis au service de la cour pour répondre au nouveau besoin de représentation royale. C'est aux confins de toutes ces influences, dans un pays en pleine mutation, que se sont élaborées les formes originales de la Renaissance anglaise. Cette exposition est la première en France à être consacrée à ce sujet. L'exposition permet également d'explorer le mythe qui s'est construit autour de la dynastie en se nourrissant des excès qu'on leur a attribués et du contraste entre les multiples mariages d'Henri VIII et le célibat d'Elisabeth. Toujours



vivace au cinéma et à la télévision, cette légende prend racine dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle qui découvre l'histoire de l'Angleterre, Shakespeare et Walter Scott. À la grande époque du genre historique, les Tudors font leur entrée parmi les œuvres présentées au Salon. Mais c'est surtout sur la scène des grands théâtres parisiens que de fameux interprètes font revivre Henri VIII et ses épouses, Elisabeth et Marie Stuart, le temps d'une représentation, avec les pièces de Victor Hugo ou d'Alexandre Dumas, les opéras de Gaetano Donizetti ou de Camille Saint-Saëns. De la scène à l'écran, il n'y a qu'un pas que franchit Sarah Bernhardt en 1912, la première à incarner Elisabeth dans l'histoire du cinéma.

Milo

## Coup de gueule

**2001:** destruction par les talibans des Bouddhas de Bâmiyân en Afghanistan.  
**2012:** destruction par Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) des mausolées de Tombouctou au Mali.  
**2015:** coups de masse par Daesh au Mossoul.  
**2015:** attaque au bulldozer par Daesh de la cité historique de Nimrud, joyau archéologique du nord de l'Irak.  
 Par l'ultra-médiatisation, il s'agit de scandaliser et de terroriser : rejeter tous les relents de colonialisme et toute la culture préislamique... mais aussi dans une pratique très moderne de la realpolitique, faire du pillage et du trafic d'œuvres d'art un moyen de financement!  
 Catherine Segala

Récit

## Sur les ailes du dragon. Voyages entre l'Afrique et la Chine, de Lieve Joris

Actes Sud, 23,80 euros

**C'**est un livre de voyage, qui observe par le menu les échanges entre l'Afrique et la Chine. L'auteur connaît bien la République du Congo. Ce sont des connaissances africaines qui lui ouvrent le chemin de la Chine. Certains liens entre le Rwanda, le Congo, le Nigeria, la Namibie, le Bénin et la Chine ne datent pas d'aujourd'hui. Cela est vrai tant pour le commerce que pour les échanges universitaires. Depuis la conférence de Bandung en 1955, la Chine s'est impliquée en Afrique dans les pays qui résistaient à la domination coloniale... Même si désormais le capitalisme chinois est à l'assaut de la planète. Ce que l'on découvre au travers



du récit de Lieve Joris, c'est l'arrière-cour du commerce mondial à Dubaï, au travers d'une négociante congolaise qui veille au chargement de son conteneur de produits chinois. C'est le port de Guangzhou (Canton), avec l'observation du quartier de Chocolate City où résident environ 20 000 Africains et des villageois chinois qui se sont transformés en citadins en une génération sans avoir intégré les codes. C'est l'envers de la mondialisation, les préjugés réciproques : des Chinois se moquent d'un Africain qui leur répond en mandarin. L'intérêt du livre réside en une multitude d'anecdotes sociologiques observées en Chine et en Afrique.  
 Christine Schneider

Musique

## Help, The Beatles

CD EMI remastérisé, 9 euros

## Physical Graffiti, Led Zeppelin

3 CD remastérisés par Jimmy Page, de 14 à 40 euros (LP vinyl)

**Q**uoi de commun a priori entre Help des Beatles (1965) et Physical Graffiti de Led Zeppelin (1975). Avec un tel rapprochement, certains puristes pourraient crier au crime de lèse-majesté et pourtant...



Avant de mourir, John Lennon disait qu'il avait inventé en 1965 le heavy metal avec le rythme et le riff de Ticket to ride, et George Harrison commençait à sérieusement penser à l'Orient

avec sa première composition dans Help. Jimmy Page et lui rendront visite à Ravi Shankar dès 1964. En février 68, les «Fab Four» se rendront en pèlerinage aux sources du Gange, tandis que Jimmy Page et Robert Plant rêveront d'un Cachemire fantasmé. Dès 1973, Robert Plant commence à écrire le morceau Kashmir dans le désert marocain, et Jimmy Page le mettra en musique en s'aidant de cordes et de vents pour appuyer les sons de sa Gibson.

En fait avec Help, Lennon disait son malaise du phénomène Beatles tandis que les musiciens se découvraient authentiques auteurs, comme en témoigne la présence d'instruments exotiques illustrant une recherche sonore tous azimuts qui culminera quelques années plus tard.

Pour Led Zeppelin, c'est un peu la même chose : après avoir mis la planète en feu avec le plus gros son jamais entendu et tourné sans répit, les musiciens se sont dit qu'il faut appuyer sur la touche «pause» et travailler à de nouvelles compositions. Ça donnera Physical Graffiti, joyau du Zep où le blues se mélange au hard rock et aux musiques du monde. Avec ses multiples fenêtres et portes ajourées, la pochette n'a pas encore fini de révéler ses secrets aux fans, un peu comme celle du Sergeant Pepper des premiers «Four». Deux disques... et tous les disques de ces deux groupes à découvrir et redécouvrir. Pour la vie.  
 Sylvain Chardon



Annonce

La compagnie Jolie Môme joue «14/19. La mémoire nous joue des tours!»



À partir du vendredi 20 mars pour trois semaines de représentations : les vendredis et samedis à 20h30, les dimanches à 16h. Deux représentations exceptionnelles : jeudi 26 mars à 19h et lundi 6 avril (férié) à 16h. Des rencontres avant les représentations : dimanche 29 mars à 15h, avec Tramor Quemener (historien) sur les révoltes au sein des troupes coloniales, et lundi 6 avril à 15h, avec Mathilde Larrère (historienne) sur les révolutions, quand les peuples font l'Histoire...

Réservation au 01 49 98 39 20. La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, La Plaine Saint-Denis (93)



**L'Anticapitaliste** | Libre expression

# MÉDIAS “ Inventer une langue neuve ”

**Entretien.** Chercheur et enseignant en sciences sociales, **Vincent Goulet** vient de publier *Médias : le peuple n'est pas condamné à TF1*. Médias commerciaux, médias populaires, médias engagés... l'échange est riche.



DR

**Pourrais-tu revenir sur l'origine de ce livre et l'objectif que tu t'es donné en l'écrivant ?**

*Médias et classes populaires*, le livre issu de ma thèse où j'ai essayé de montrer les usages sociaux des informations médiatiques dans les classes populaires, a été bien reçu mais restait un peu long et parfois indigeste. Philippe Corcuff, enseignant à l'IEP de Lyon – et qui était alors encore au NPA –, m'a demandé d'écrire un petit bouquin plus « opérationnel », de suggérer des pistes pour réinventer des médias à la fois populaires et progressistes, accessibles à tous et « vraiment de gauche ». J'ai donc tenté de résumer le livre précédent tout en m'appuyant sur des exemples historiques relativement peu connus de médias révolutionnaires qui ont rencontré un vrai succès populaire. Il me semble urgent de parler aux ouvriers et employés de ce pays un langage clair qui défende l'égalité et le progrès social. Pourquoi les laisser aux griffes des médias commerciaux, de la propagande de l'extrême droite ou s'abîmer dans l'abstention ?

**Comment expliques-tu les obstacles croissants que rencontre la presse « engagée », notamment auprès des classes populaires auxquelles cette presse cherche à s'adresser ?**

Journalistes de gauche radicale et militants politiques ou syndicaux peuvent bien connaître et côtoyer celles et ceux qu'ils souhaitent défendre, mais leurs façons de dire le monde restent intellectuelles et politiques, très éloignées de l'expérience concrète des « gens ordinaires ». Dans leur engagement, ils doivent « tenir leur rang » dans les réunions de section, dans les congrès, convaincre avec des arguments, être reconnus par le monde universitaire. Cet « effet de champ » les coupent de leur public cible qui a souvent du mal à se reconnaître dans une mise en forme de la réalité parfois idéologique et jargonneuse. Les journalistes « de gauche » sont, comme tous les journalistes, plutôt issus des classes moyennes, bien éduqués, habiles dans l'usage de la parole, et socialement positionnés du côté des cadres plutôt que des manœuvres ! C'est la grande contradiction de la presse populaire progressiste qui doit donner des outils d'analyse et de critique sociale à des lecteurs qui n'ont pas toujours un bagage théorique très



important. Or ce travail de vulgarisation, au bon sens du terme, est difficile et peu gratifiant. Il faut aussi se « coltiner » au sens commun populaire qui ne va pas toujours dans le sens de l'émancipation collective...

Une grande partie des classes populaires ne sont pas et n'ont jamais été de gauche. C'est le deuxième obstacle. Pour beaucoup, devenir « petit patron » est le meilleur moyen de s'élever socialement, d'autres sont convaincus qu'il faut des (grands) patrons pour qu'il y ait des ouvriers et ils vont avant tout rechercher le « bon maître ». Nous payons là des décennies de reflux des idées socialistes, conjuguées à une trahison constante et répétée de la social-démocratie devenue sociale-libérale. Avec l'éditeur, la discussion a été rude pour savoir s'il fallait mettre le mot « gauche » dans le titre, tellement ce terme est à géométrie variable et vidé de sa substance. D'ailleurs, le Nouveau Parti anticapitaliste n'a repris de la Ligue communiste révolutionnaire aucun terme qui l'inscrive dans cette histoire de la gauche marxiste révolutionnaire... Bref, il faut sans doute inventer une langue neuve, qui sache réinterpréter et actualiser le marxisme, une langue qui n'ait pas peur d'être « impure » d'un point de vue politique pour accompagner les gens depuis là où ils en sont, vers d'autres horizons.

**Parmi les facteurs qui rendent difficile aujourd'hui l'émergence d'une presse radicale, ou simplement de gauche, tu évoques peu les logiques économiques, notamment l'appropriation capitaliste des médias, la concentration et la financiarisation, les contraintes marchandes. Est-ce**

**un facteur secondaire ?**

Non, ce n'est pas un facteur secondaire, mais c'est un facteur déjà bien connu et à juste titre dénoncé par la « critique des médias » que l'on peut lire au *Monde diplo*, à *Acrimed*, etc. J'ai plutôt voulu mettre l'accent sur les contradictions internes de beaucoup de militants de gauche ou révolutionnaires qui cherchent à représenter le prolétariat mais sans se donner les moyens de parler cette « langue fraîche » et accessible que réclamait Jules Vallès pour être en phase avec le « peuple ». L'autre grande difficulté est de trouver un modèle économique à peu près viable. Il ne faut pas être puriste et accepter des ressources publicitaires ou des subventions (dans la mesure où il est toujours possible de se fâcher avec les annonceurs ou les institutions). Le modèle « tout payant » de type *Mediapart* ne marchera pas dans les milieux populaires. Mais quand je dis cela, les dents commencent à grincer, car la publicité est le diable, alors qu'elle fait partie du quotidien populaire et, d'une certaine façon, rassure !

**Les exemples de médias populaires que tu cites dans le livre sont liés à des moments importants de mobilisation et de politisation au sein des classes populaires. Est-ce que tu penses qu'une presse véritablement populaire (à la fois largement lue et fidèle aux intérêts et aspirations des classes populaires) est possible hors du cadre de grandes luttes ?**

Le prolétariat se politise en période d'actualité chaude, quand il est question de survie. C'est particulièrement vrai pour le *Père Duchesne* durant la Révolution, ou Radio Lorraine Cœur d'Acier lors de la casse de la sidérurgie à la fin des années 1970. Pour le *Cri du Peuple* de Vallès en 1883-84, c'est un peu moins vrai, la période était marquée par la grande vigueur du mouvement ouvrier mais les explosions sociales ont eu lieu un peu plus tard avec le Boulangisme. En « temps ordinaires », une majorité des membres des classes populaires vaque à ses occupations, très absorbés par leur vie familiale ou tout simplement accaparés par des conditions de vie difficiles. Peut-être faut-il néanmoins se préparer à ces moments de cristallisation politique, comme on a pu en voir dans le monde

arabe en 2011, ou plus récemment en Grèce avec Syriza et peut-être en Espagne avec Podemos. Aujourd'hui en France, on assiste plutôt à une sorte de « colère froide » d'une grande partie de la population qui s'exprime dans le vote Le Pen et non dans la lutte pour une société véritablement socialiste, égalitaire et émancipatrice. Autre point : il me semble qu'il faut ancrer ces médias dans des territoires précis, au plus près de la vie vécue des gens. Parfois, le cadre national ne me semble plus pertinent pour discuter des nouveaux projets de société ou simplement faire valoir ses droits. Les milieux populaires vivent souvent dans des cantons d'existence relativement restreints et tout se décide en Europe. D'où ce sentiment croissant de dépossession, d'absence de prise sur son propre destin.

**Tu évoques à plusieurs reprises Lénine et l'attention que celui-ci portait à la question de la presse. Qu'est-ce qui te semble encore valide dans cet héritage politique ?**

Lénine a beaucoup réfléchi sur le lien entre la presse ouvrière et la conduite de la révolution. Contrairement à Nadiéjdine qui voulait privilégier l'organisation de groupes locaux pour ensuite produire un discours médiatique au plan national, il tenait le journal révolutionnaire (*Iskra*) comme un puissant facteur de la prise de consciences des intérêts de la classe ouvrière. L'articulation entre auto-organisation et discours organisateur centralisé est bien sûr dialectique, ce que j'ai tenté de montrer à travers la figure du « média-meneur » : celui-ci cristallise les attentes implicites de la foule et, en produisant une parole nouvelle, permet la reconnaissance entre ses membres jusqu'alors déliés, ce qui met en mouvement le groupe. Il ne faut pas négliger la force de la parole, mais contrairement au temps de Lénine, elle n'est plus le privilège exclusif de « l'avant-garde éclairée du prolétariat ». Les exigences de participation « citoyenne » à la définition de la parole mobilisatrice sont aujourd'hui bien réelles, et il faut sans doute remettre un peu d'esprit libertaire dans le socialisme de demain.

**Propos recueillis par Ugo Palheta**

1 – Textuel, 2015, 13,90 euros. Il est également l'auteur de *Médias et classes populaires* : les usages ordinaires des informations, INA Éditions, 2010 (réédition en poche 2015), 8 euros.

## Vu ailleurs

**Le Point.fr** FACHOS PRO-POUTINE.

*D'inspiration néo-nazie, partis grec Aube Dorée, allemand NPD ou bulgare Ataka, réputé pour sa rhétorique violente antiminorités, ont discuté du soutien des valeurs traditionnelles défendues par Vladimir Poutine, du conflit en Ukraine ou encore de la politique orgueilleuse des États-Unis. Réunis à Saint-Petersbourg (nord-ouest), à l'invitation du parti Rodina (Patrie), les participants ont dit vouloir instaurer un mouvement les réunissant qui servirait de tribune commune contre les menaces à la souveraineté et à l'identité nationale. [...]*  
« Nous ne soutenons pas les sanctions décrétées contre la Russie à la suite d'un conflit en Ukraine », a déclaré le député européen du NPD allemand Udo Voigt, condamné dans le passé pour avoir qualifié Adolf Hitler de grand homme. « C'est fascinant (de voir) quelle patience montre la Russie et le président Poutine face à la politique agressive de l'Otan », a-t-il ajouté. Nick Griffin, l'ancien dirigeant du British National Party (BNP), a présenté la rencontre comme un moyen de résister au modernisme et à la destruction des valeurs traditionnelles dont le christianisme dans le monde actuel. [...]

*L'opposition libérale de la ville a critiqué le forum et quelques personnes ont été interpellées par la police pour avoir scandé devant l'hôtel où se déroule le forum « Non au nazis ! ». C'est scandaleux pour la Russie d'abriter des héritiers de Mussolini et de Hitler, surtout ici à Leningrad, a dit à l'AFP Natalia Guerassimova, 57 ans. [...]*

*Le parti d'extrême droite français Front national, qui défend régulièrement la politique russe en Ukraine et qui avait participé en mai à une rencontre prorusse entre partis nationalistes européens, n'a pas participé au forum de dimanche. Invitée samedi soir à la télévision publique russe, sa présidente Marine Le Pen a critiqué les sanctions européennes contre la Russie décrétées selon elle sur ordre des États-Unis et la propagande antirusse concernant la crise ukrainienne, selon la traduction en russe de ses propos.*

« L'extrême droite européenne réunie en Russie », *Le Point*, source AFP, lundi 22 mars 2015.

**S'abonner à l'Anticapitaliste**  
l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 18 €
<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 36 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org